



Table des matières

Introduction	2
Rapport de la Commission de placement	3 - 4
Rapport autorisé pour la publication par FUNDO Research	5 – 17
Comptes d'exploitation & bilan selon RPC26	18 - 20
Annexe selon méthode RPC26	21 – 38
Rapport de l'organe de contrôle	39 - 40



Rapport annuel 2016

Surprises géopolitiques et impact sur nos placements

L'année 2016 aura été marquée par de grands événements politiques qui ont mis à mal à de nombreuses reprises les prédictions des instituts de sondage. La première grande surprise a été le vote du Brexit en juin qui a déclenché un krach boursier qui sera rapidement compensé sur la deuxième partie de l'année. La deuxième surprise fut l'élection de Donald Trump aux Etats Unis. Alors que ce scénario était très redouté en bourse, il a finalement produit le surprenant effet Trump avec une bourse américaine qui n'a cessé de monter depuis. Anticiper ces mouvements erratiques et irrationnels est absolument impossible. Il est donc plus que jamais important de garder la tête froide et de ne pas céder à la panique en restant discipliné et en maintenant l'allocation d'actifs définie dans la stratégie de placement. Nous remercions d'ailleurs les membres de la commission de placements qui travaillent toute l'année de manière professionnelle à la bonne tenue de nos placements.

Impact des taux négatifs

Si nous comprenons la nécessité de défendre l'industrie d'exportation et notre tourisme par des actions répétées de la BNS pour dévaluer notre monnaie, il n'en demeure pas moins que l'introduction des taux négatifs est un défi important pour les caisses de pensions qui se sentent un peu délaissées. Aujourd'hui la liquidité nous coûte et les obligations, qui ont des rendements négatifs, ne sont plus attractives. Les institutionnels ont donc dû diminuer drastiquement ces classes d'actifs dans leurs portefeuilles et rechercher des rendements non corrélés aux actions dans d'autres secteurs moins liquides tels que l'immobilier, ou plus risqués comme par exemple les hedge funds ou les produits de couverture d'assurances. Cet afflux massif d'argent dans ces secteurs, crée des bulles qui éclateront tôt ou tard, et auront un impact sur les rendements de ces classes d'actif qui diminueront chaque année. Il suffit de regarder dans nos villes le nombre d'immeubles qui se sont construits à des emplacements qui ne sont pas toujours des plus adéquats pour constater ce phénomène qui met une pression importante sur les rendements locatifs qui vont sans aucun doute baisser ces prochaines années. Dans ce contexte, les caisses de pensions, qui sont les seuls organismes à qui on impose de délivrer un rendement (1.25% en 2016), ont donc de plus en plus de difficultés à exercer leur mandat.

Positionnement de notre fondation

En anticipant la baisse des rendements attendus par un ajustement de notre taux technique à 1.5%, notre fondation est à l'avant-garde des caisses de pensions de Suisse et a su prendre les devants sur cette situation compliquée. Malgré l'abaissement de ce taux, PRESV offre toujours un taux de conversion exceptionnel de 6.9% qui engendre des coûts annuels importants, connus et maîtrisés. De plus, nous continuons à valoriser nos immeubles de manière prudente et disciplinée en appliquant chaque année notre table de valorisation qui démarre à 5%. La conséquence négative sur le rendement de notre immobilier en direct de ces dernières années est importante puisque nos immeubles neufs, qui ont un rendement proche du 4%, ont été valorisés dès la première année avec une décote d'environ 20%. Si nous devons avoir trop d'appartements vides dans le futur, nous pourrions ainsi ajuster nos loyers à la baisse en changeant notre table de valorisation sans aucun impact sur notre bilan. Malgré ce positionnement prudent et responsable qui a eu un impact non négligeable sur les performances de ces dernières années, notre fondation possède un taux de couverture de 110.21% qui se situe dans la moyenne des institutions comparables de Suisse.

Administration

Cette année, nous avons enregistré en fin d'année le renouvellement d'une grande partie des membres du Conseil de Fondation. Afin de respecter la proportionnalité au sein de notre Conseil, 2 représentants supplémentaires pour les CMS et EMS feront leur entrée dans notre Conseil dès l'année 2017. Nous souhaitons remercier tous les membres qui ont œuvré durant toutes ces années à la bonne marche de notre institution. Nos remerciements vont également au personnel du bureau de PRESV qui met tout en œuvre pour satisfaire aux exigences toujours plus nombreuses imposées aux caisses de prévoyance.

Le Président :

Hugo Burgener

Le Directeur :

Christian Zufferey

L'année écoulée a évolué en deux temps avec tout d'abord un ralentissement de l'activité économique suivie par une amélioration du rythme de croissance. 2016 a par ailleurs été caractérisée par quelques surprises politiques, dont la décision des Britanniques de s'éloigner de l'Union européenne et l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis.

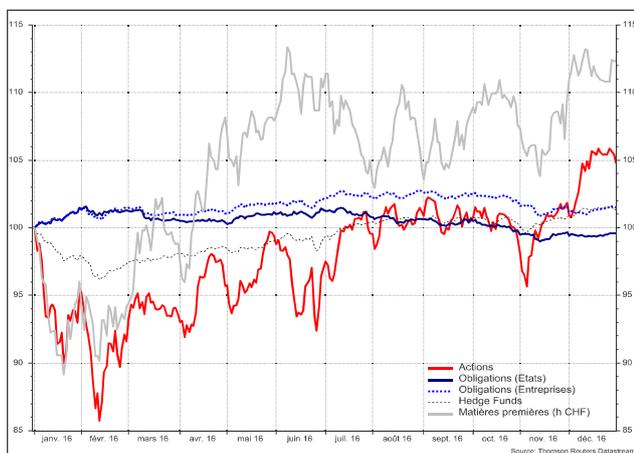
Disparités marquées entre les régions

Une très forte nervosité des marchés et des disparités importantes au sein des différentes places financières mondiales ont perduré tout au long de l'année. Les turbulences politiques, les inquiétudes économiques chinoises et les craintes relatives aux tensions déflationnistes ont permis aux banques centrales de confirmer leurs politiques accommodantes. Le début d'année a particulièrement été volatil avec le mois de février qui a affiché une forte chute boursière (-10.44%) suivie le même mois par la plus forte hausse de l'année (+8.97%). Globalement les bourses mondiales terminent l'année avec une performance de 10.02% en CHF soutenue par les Etats-Unis (11.90%) et les marchés émergents (12.81%) en tête. Les actions suisses affichent une performance de -1.41% contre 4.95% pour la zone Euro.

La continuité des taux bas

Bien que l'année se termine sous de meilleurs auspices qu'elle n'avait débuté, les risques demeurent entiers. Les pressions déflationnistes se sont tassées, mais un retour de l'inflation reste encore lointain. Les banques centrales ont donc maintenu leur taux de référence au plancher. En Europe, les mesures de rachat d'actifs sur les marchés (assouplissement quantitatif) se sont poursuivies. La Banque nationale suisse (BNS) est aussi intervenue tout au long de l'année pour éviter une appréciation trop forte du franc. Au niveau financier, les emprunts obligataires peu attractifs ont néanmoins profité jusqu'au 3^{ème} trimestre d'une poursuite inattendue de la baisse des rendements à long terme.

Performances des marchés financiers



Dès juillet, les taux d'intérêts se sont cependant tendus, en particulier aux Etats-Unis, annihilant en bonne partie les performances positives des emprunts étatiques.

Une croissance troublée

La croissance de l'économie mondiale devrait s'afficher cette année à 3.1%. Les turbulences ne reflètent pas seulement la complexité des marchés financiers mais également les problèmes politiques et sociaux du monde actuel.

Au 1^{er} semestre 2016, les Etats-Unis, spécialement le secteur industriel, a souffert de l'effet retard de la hausse du dollar qui a conduit à un ralentissement de l'activité globale. En 2^{ème} partie d'année, la bonne santé du marché de l'emploi et par conséquent les revenus des ménages ont dynamisé la consommation, pierre angulaire de la conjoncture américaine. L'amélioration de la situation économique a finalement incité la FED, pour la deuxième fois en dix ans, à remonter son taux de référence d'un quart de point de pourcentage en décembre.

Après un début d'année florissant avec une croissance de 0.60%, la zone euro a été impactée par la décision des Britanniques de sortir de l'Union européenne (Brexit). Au printemps, les relances monétaires de la Banque Centrale Européenne (BCE) ont bien soutenu le marché. L'instabilité politique de l'Europe continue cependant à peser sur la confiance des consommateurs, ce qui se reflète dans des marchés boursiers peu convaincant.

Pour l'économie helvétique, le début d'année s'est révélé morose, en continuité de 2015. Les effets du franc fort et le ralentissement de l'économie mondiale ont pesé sur la Suisse. Depuis la fin du printemps, les perspectives se sont améliorées avec une embellie de la production et un redémarrage des exportations. La croissance du PIB devrait finalement atteindre 1.5%.

En Chine, l'industrie a pâti des excédents de capacités de production en début d'année. Les actions de relance (recours massif au crédit, baisse des taux et augmentation des dépenses publiques) prises par le gouvernement ont adouci le ralentissement industriel. Les pays émergents terminent l'année sur une note positive grâce à la remontée du prix du pétrole et à la dépréciation de leur monnaie locale.

En début d'année, la poursuite de la baisse des matières premières a accentué les pressions sur les prix des produits industriels, générant une augmentation des craintes déflationnistes dans le monde. Au deuxième trimestre, par contre, le regain de l'activité mondial a entraîné une hausse du prix du pétrole et atténué les pressions déflationnistes. Ces améliorations permettent finalement à la croissance mondiale d'afficher une mine plus réjouissante.

En 2017, la vigueur de la reprise mondiale pourrait être menacée par un certain nombre de risques. Le chemin de la croissance reste entravé par différents problèmes structurels (surendettement, surcapacités de production) et par la résistance au changement qui s'exprime dans les résultats politiques de plusieurs pays. La croissance de l'économie mondiale devrait se poursuivre à un rythme d'environ 3.3%. Elle devrait davantage accélérer dans les pays émergents (4.5%) que dans les pays développés. Le rythme de croissance dépendra en 2017 d'éléments clés, tels que l'emploi américain, le ralentissement chinois, la confiance européenne et les politiques budgétaires.

Pressions déflationnistes atténuées

La croissance modérée et la hausse des prix des matières premières devraient atténuer les pressions déflationnistes. Les conditions d'un retour à l'inflation ne sont pas encore totalement réunies, bien que le plein emploi soit désormais de mise aux USA et au Japon. Les banques centrales maintiendront leurs politiques monétaires accommodantes. La FED relèvera graduellement ses taux, alors que les autres banques les maintiendront à un niveau historiquement bas, afin de soutenir leur économie.

Une croissance sur le bon chemin

Dans la zone euro, l'activité économique pourrait fléchir vers 1.4% en 2017. Les conséquences concrètes du « Brexit » se déploieront. Les turbulences et incertitudes politiques (élections françaises et allemandes) pèseront sur les investissements et le climat des affaires. De plus, la hausse du pétrole et les pressions déflationnistes resteront des défis majeurs pour la vigueur de la reprise.

Aux Etats-Unis, l'économie devrait croître d'environ 2%. La consommation restera soutenue et des efforts de relance fiscale seront mis en place. L'inflation devrait se maintenir au-dessus de 2% et les chiffres du chômage rester faibles. Les nombreuses promesses faites par Donald Trump pendant sa campagne présidentielle génèrent beaucoup d'attentes mais également d'incertitudes susceptibles de perturber cette embellie.

En Chine, la majorité des indicateurs annoncent une amélioration de l'activité grâce aux mesures de relance budgétaire. Un dollar trop fort ou une perte du contrôle du gouvernement chinois, dans sa gestion du ralentissement économique, pourraient avoir des répercussions sur la croissance du pays.

En 2017, la Suisse devrait ressembler à 2016, avec une confirmation de la reprise de la consommation des ménages et une amélioration de la productivité. Le niveau de parité EUR/CHF sera l'élément moteur ou non de l'économie du pays. La croissance pourrait approcher 1.5%.

Marchés boursiers plus flexible

Haussière, modérée et irrégulière, telle devrait être la tendance sur les marchés boursiers en 2017. D'un côté, la reprise économique et l'affaiblissement des pressions déflationnistes soutiendront la progression des bénéfices des sociétés, de l'autre, la croissance se fera discrète voire incertaine. A cela s'ajoutent des incertitudes politiques des deux côtés de l'Atlantique. Il s'agira donc de rester flexible sans prendre des risques inconsidérés.

Pour les placements obligataires, les perspectives restent moroses. Leurs rendements sont non seulement très faibles, mais ils pourraient encore perdre du terrain.

Sion, le 31 décembre 2016
BCVs Asset Management

Evolution du marché des actions

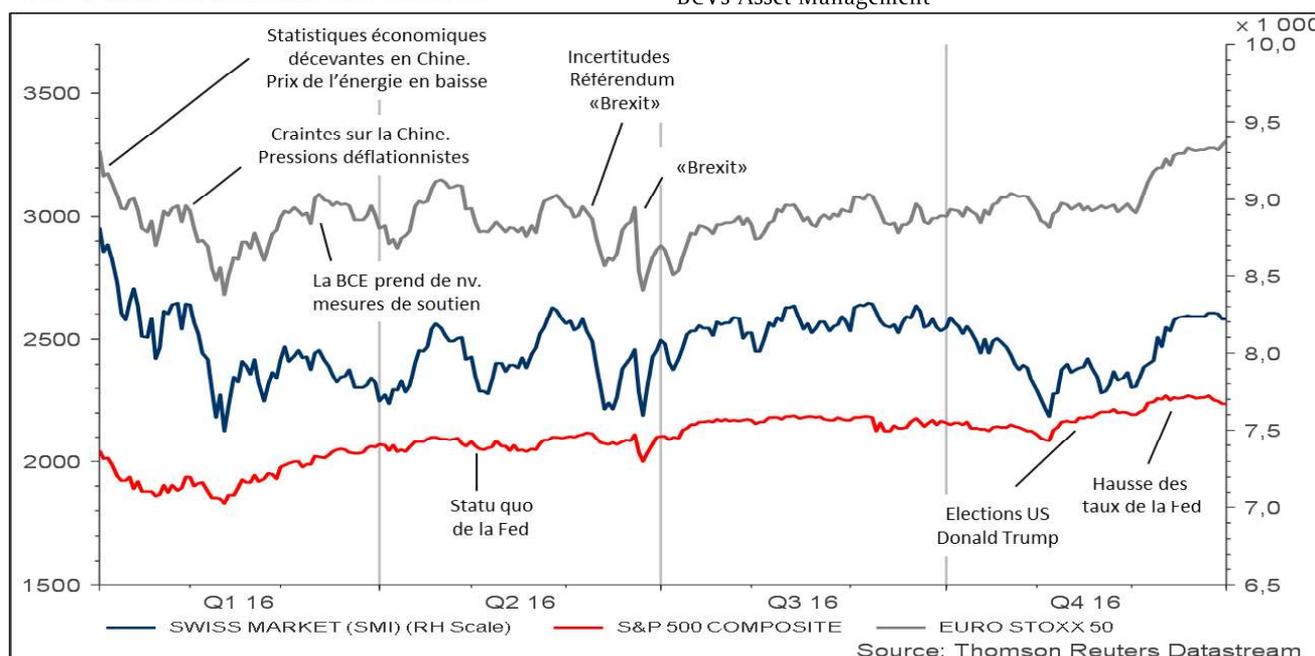


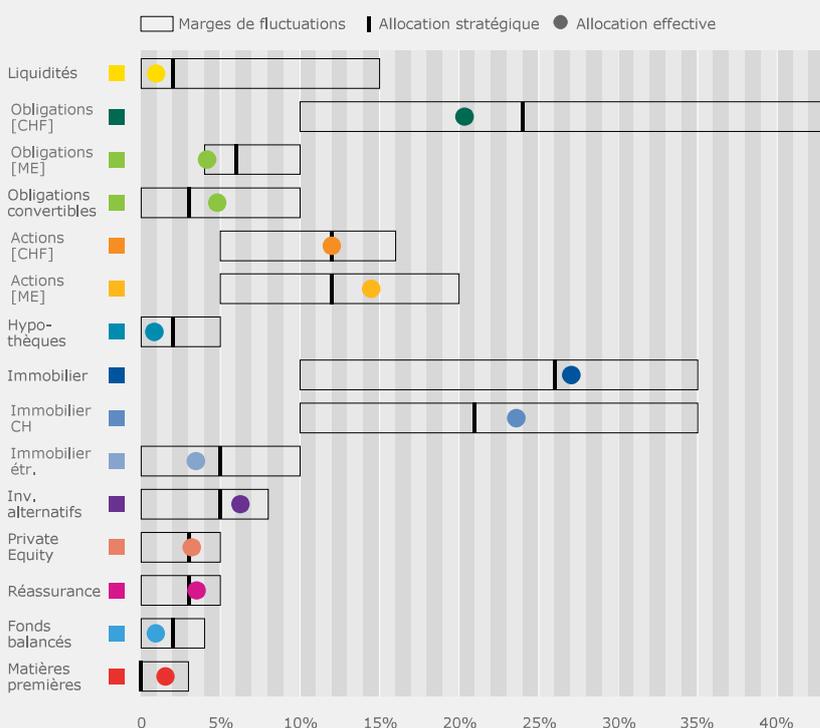
Tableau présentant en termes absolus et relatifs l'allocation effective par catégorie d'actifs de la fortune gérée en date du 31 décembre 2016. Pour chacune des catégories d'actifs figurent en outre les chiffres correspondant à la stratégie arrêtée et aux marges de fluctuation ad hoc. Les valeurs de la colonne intitulée «Delta» mesurent la différence entre allocations effective et stratégique.

Allocation globale Répartition par catégorie d'actifs

	Valeurs 31.12.16	Allocation effective	Allocation stratégique	Marges	Delta
Liquidités	11'976'822	0,95%	2,00%	0-15%	-1,05%
Obligations [CHF]	255'810'909	20,34%	24,00%	10-43%	-3,66%
Obligations [ME]	52'235'130	4,15%	6,00%	4-10%	-1,85%
Obligations convertibles	60'405'906	4,80%	3,00%	0-10%	1,80%
Actions [CHF]	150'820'058	11,99%	12,00%	5-16%	-0,01%
Actions [ME]	182'028'428	14,47%	12,00%	5-20%	2,47%
Hypo- thèques	10'496'364	0,83%	2,00%	0-5%	-1,17%
Immobilier	340'319'327	27,06%	26,00%	10-35%	1,06%
Immobilier CH	296'812'184	23,60%	21,00%	10-35%	2,60%
Immobilier étr.	43'507'142	3,46%	5,00%	0-10%	-1,54%
Inv. alternatifs	78'560'834	6,25%	5,00%	0-8%	1,25%
Private Equity	40'184'241	3,19%	3,00%	0-5%	0,19%
Réassurance	43'996'335	3,50%	3,00%	0-5%	0,50%
Fonds balancés	11'657'928	0,93%	2,00%	0-4%	-1,07%
Matières premières	19'319'770	1,54%	0,00%	0-3%	1,54%
	1'257'812'052	100,00%	100,00%		

Représentation graphique des données chiffrées figurant dans le tableau précédent. Le graphique met en évidence les écarts entre allocations effective et stratégique et permet de vérifier si ceux-ci sont compatibles avec les marges de fluctuations fixées pour chacune des catégories d'actifs.

Structure par catégorie d'actifs Portefeuille, stratégie et marges de fluctuation

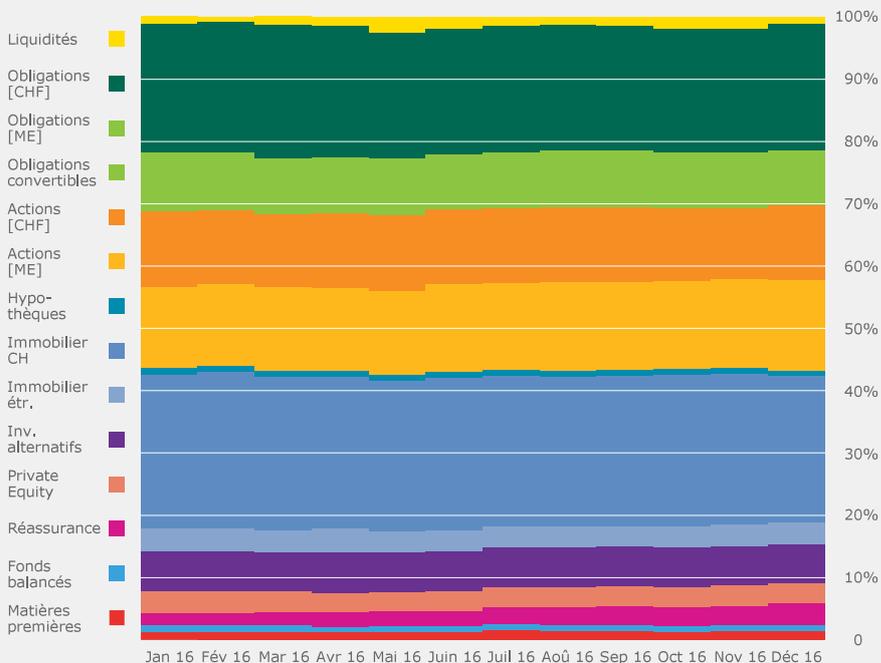


2

Graphique présentant l'évolution au cours des douze derniers mois de la répartition de la fortune gérée par catégorie d'actifs. L'introduction de la dimension temporelle permet de déceler si l'inadéquation mise en évidence dans le graphique précédent est accidentelle ou chronique.

03

Evolution de la structure sur 12 mois
Répartition par catégorie d'actifs



3

Tableau récapitulatif à vocation comparative dans lequel sont consignés des indicateurs de performance à court, moyen et long termes et des mesures de risque standard. La partie supérieure du tableau détaille les performances globales du portefeuille, toutes catégories d'actifs confondues, pour les comparer aux performances de l'indice synthétique qui réplique les options stratégiques consignées dans le tableau 1. Dans la partie inférieure du tableau figurent les mêmes indicateurs, déclinés cette fois-ci par catégorie d'actifs. Chaque catégorie d'actifs est évaluée à l'aune d'un «benchmark» représentatif de l'univers d'investissement considéré.

04

Analyse comparative

	Performance						
	Décembre 2016	2016 [YtD]	12 mois	Depuis 01.01.00	Annual. (00-16)	Meilleur mois	Mois positifs
Portefeuille	1,17%	2,91%	2,91%	61,30%	2,85%	2,95%	67,16%
Stratégie	1,13%	3,65%	3,65%	71,61%	3,23%	2,93%	70,59%

	Risque						
	Volatilité (00-16)	Volatilité 12 mois	Ratio de Sharpe*	Moins bon mois	Drawdown maximal	Corrél.	Bêta
Portefeuille	3,76%	3,34%	-0,04	-4,68%	-15,52%	0,96	0,97
Stratégie	3,72%	3,13%	0,06	-4,44%	-14,76%		

	Performance					Risque	
	Décembre 2016	2016 [YtD]	12 mois	Depuis 01.01.00	Annual. (00-16)	Volatilité 12 mois	Ratio de Sharpe*
Liquidités	6,90%	3,68%	3,68%	11,47%	0,64%	18,04%	-0,45
¹ CGBI CHF 3M Euro Dep. TR	-0,08%	-0,91%	-0,91%	14,58%	0,80%	0,02%	-4,79
Obligations [CHF]	1,18%	2,52%	2,52%	69,52%	3,15%	1,99%	0,07
² SBI® AAA-BBB TR	-0,09%	1,32%	1,32%	79,42%	3,50%	3,29%	0,16
Obligations [ME]	-0,04%	4,04%	4,04%	36,73%	1,86%	3,64%	-0,18
³ Bcls Global Agg (CHF)	-0,68%	3,65%	3,65%	33,85%	1,73%	5,10%	-0,16
Obligations convertibles	1,49%	2,30%	2,30%	⁴ 1,83%	⁵ 0,91%	7,65%	-0,21
TR Convertibles Global (CHF) TR	1,17%	5,06%	5,06%	3,61%	1,79%	7,46%	-0,11
Actions [CHF]	3,90%	0,91%	0,91%	85,68%	3,71%	10,41%	0,05
SPI TR	3,97%	-1,41%	-1,41%	78,47%	3,47%	10,89%	0,03
Actions [ME]	2,07%	6,57%	6,57%	-28,69%	-1,97%	9,86%	-0,29
⁶ MSCI AC World ex CH (CHF) NR	1,87%	9,95%	9,95%	9,25%	0,52%	9,85%	-0,14
Hypo-thèques	2,63%	4,11%	4,11%	27,33%	1,43%	2,68%	-0,42
⁷ SBI® Dom AAA-A 1-3 TR	-0,11%	-0,19%	-0,19%	52,85%	2,53%	0,69%	-0,71
Immobilier	-0,37%	3,66%	3,66%	122,69%	4,82%	1,50%	1,07
	1,35%	2,17%	2,17%	115,92%	5,04%	3,91%	1,17
Immobilier CH	-0,68%	3,23%	3,23%	⁴ 5,54%	⁵ 2,73%	1,52%	-0,11
KGAST Immo-Index	0,88%	5,83%	5,83%	11,97%	5,81%	0,64%	4,33
Immobilier étr.	1,75%	6,55%	6,55%	⁴ 10,56%	⁵ 5,15%	4,31%	0,37
EPRA/NAREIT Dev H (CHF) TR	3,31%	3,63%	3,63%	4,61%	2,28%	12,73%	-0,06
Inv. alternatifs	1,07%	-1,63%	-1,63%	⁸ 0,39%	⁹ 0,02%	3,33%	-0,47
¹⁰ HFRX GHFI H (CHF)	0,57%	-0,01%	-0,01%	-31,45%	-2,33%	3,82%	-0,42
Private Equity	0,43%	3,80%	3,80%	⁴ 7,80%	⁵ 3,82%	3,36%	0,14
Cust. LPX50 (RI)	2,82%	11,53%	11,53%	22,07%	10,49%	14,11%	0,46
Réassurance	0,08%	3,57%	3,57%	⁴ 5,68%	⁵ 2,80%	1,88%	-0,14
Swiss Re CAT BI H (CHF) H TR	-0,31%	4,85%	4,85%	7,93%	3,89%	1,23%	0,56

4

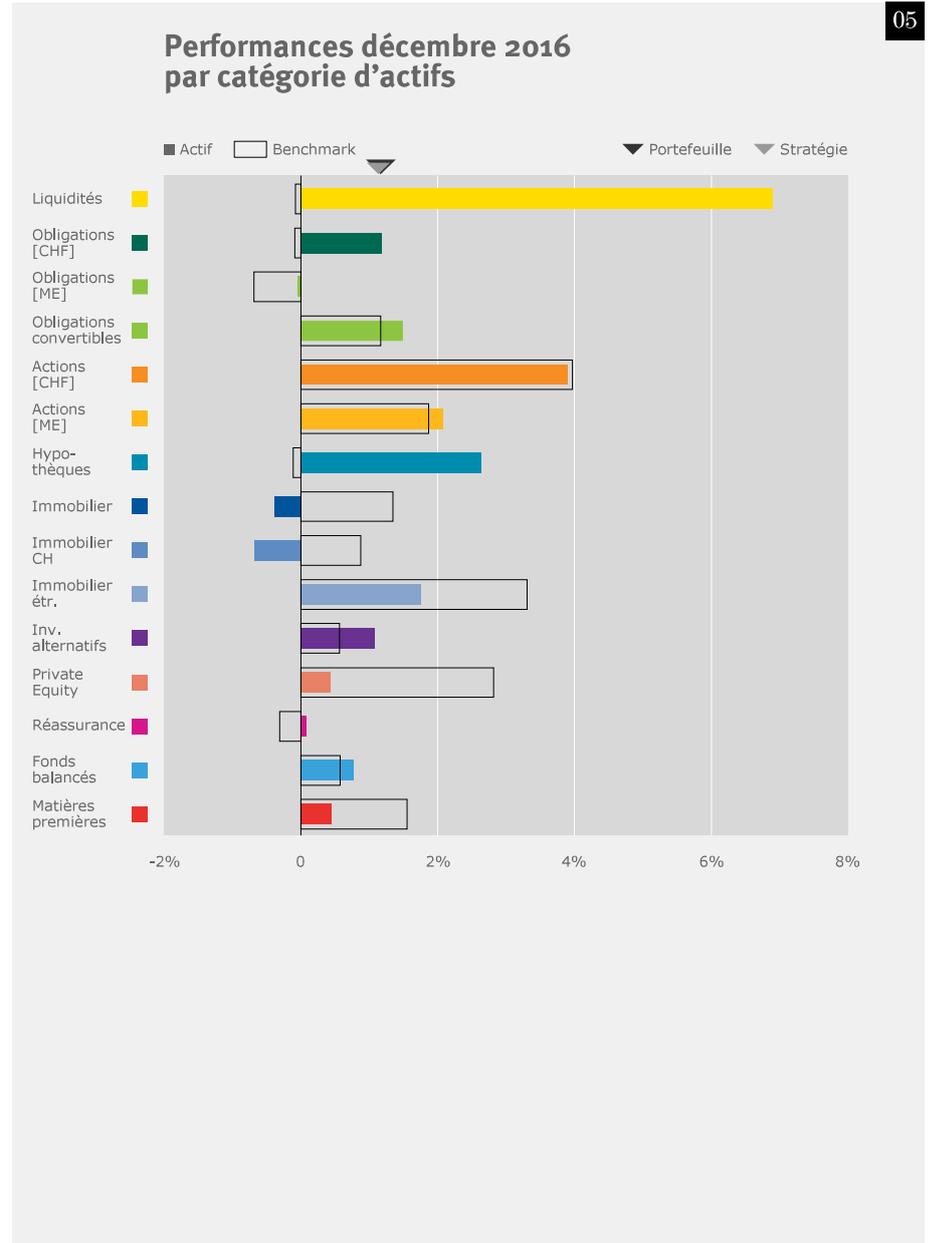
04

	Performance					Risque	
	Décembre 2016	2016 [YtD]	12 mois	Depuis 01.01.00	Annual. (00-16)	Volatilité 12 mois	Ratio de Sharpe*
Fonds balancés	0,76%	-3,91%	-3,91%	⁴ -8,92%	⁵ -4,57%	3,57%	-2,00
LPP-25	0,58%	2,64%	2,64%	3,15%	1,57%	2,27%	-0,32
Matières premières	0,44%	0,97%	0,97%	⁴ -23,42%	⁵ -12,49%	10,36%	-1,32
¹¹ Bloomberg Commo H (CHF) TR	1,55%	10,80%	10,80%	-18,61%	-9,79%	13,64%	-0,76

* rf=3% ¹SBWMSF3L CHF jusqu'au 31.12.2014 ²SBI® Domestic TR jusqu'au 31.12.2007
³SBWGNZSU CHF jusqu'au 31.12.2014 ⁴depuis 01.2015 ⁵annualisé (2015-2016) ⁶MSCI World ex Switz. (CHF) jusqu'au 31.12.2014 ⁷Hypothèques BCV VS jusqu'au 31.12.2014 ⁸depuis 01.2001 ⁹annualisé (2001-2016) ¹⁰Tremont Inv. TR (CHF) jusqu'au 31.12.2009 ¹¹RICI H (CHF) TR jusqu'au 30.09.2016

Représentation graphique des performances mensuelles, globales et catégorielles, du portefeuille. Les curseurs qui occupent la partie supérieure du graphique mesurent les performances mensuelles du portefeuille et de son «benchmark». Les performances propres à chacune des catégories d'actifs ainsi que celles de leurs «benchmarks» représentatifs sont détaillées dans le corps du graphique.

05



5

Représentation graphique des performances mensuelles, globales et catégorielles, du portefeuille. Les curseurs qui occupent la partie supérieure du graphique mesurent les performances mensuelles du portefeuille et de son «benchmark». Les performances propres à chacune des catégories d'actifs ainsi que celles de leurs «benchmarks» représentatifs sont détaillées dans le corps du graphique.

06

Performances Year to Date par catégorie d'actifs



6

Evolution de la performance cumulée du portefeuille depuis l'origine et comparaison avec un indice synthétique représentatif des options stratégiques arrêtées en matière de répartition par catégorie d'actifs. Ces options sont susceptibles d'être revues d'année en année avec pour conséquence la modification au cours du temps des poids relatifs des composantes de l'indice synthétique.

Représentation des performances mensuelles du portefeuille depuis l'origine (mesurées sur l'axe de gauche). La droite rouge dénote la hauteur du rendement mensuel moyen.

Sur l'axe de droite est mesurée la volatilité annualisée du portefeuille. Une fenêtre mobile de 12 mois a été retenue pour effectuer cette mesure. Une volatilité élevée traduit des variations de forte amplitude d'une performance mensuelle à l'autre lors des 12 mois qui précèdent la mesure.

L'histogramme ci-contre permet de mettre en évidence la répartition des rendements mensuels depuis l'origine. En abscisse figure la performance, alors qu'en ordonnée est mesuré le nombre de mois durant lesquels la performance se situe dans un intervalle donné. Il est aisé de déterminer quelles sont les valeurs extrêmes ainsi que les intervalles pour lesquels on enregistre le plus grand nombre d'observations.

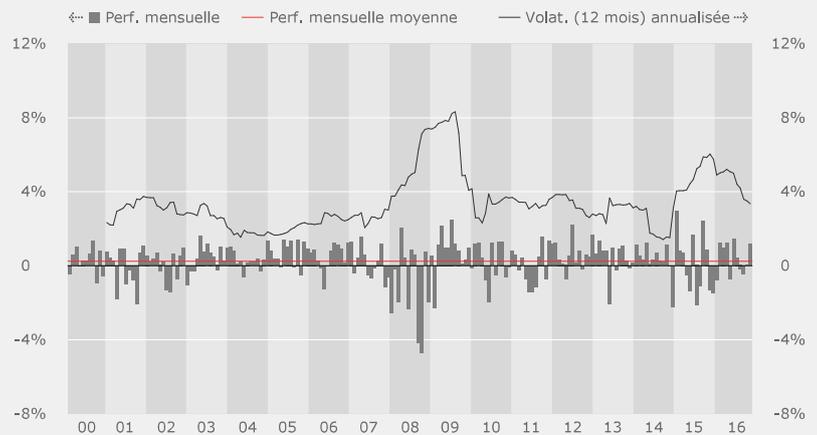
07

Performance cumulée du portefeuille (31.12.1999 = 100)



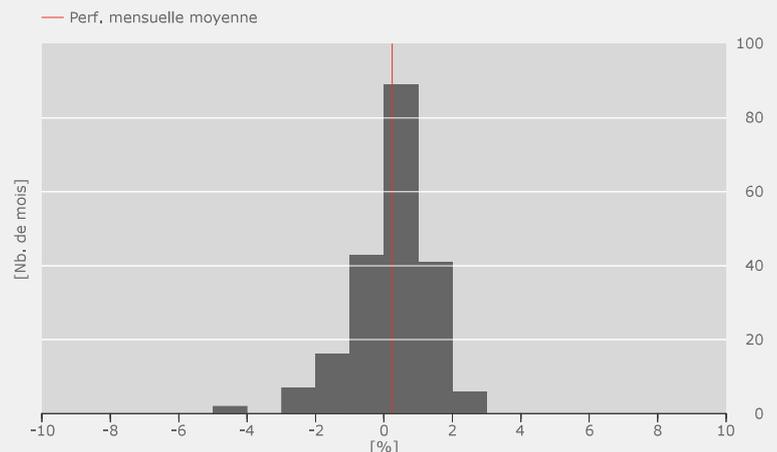
08

Performances mensuelles du portefeuille et mesures de volatilité



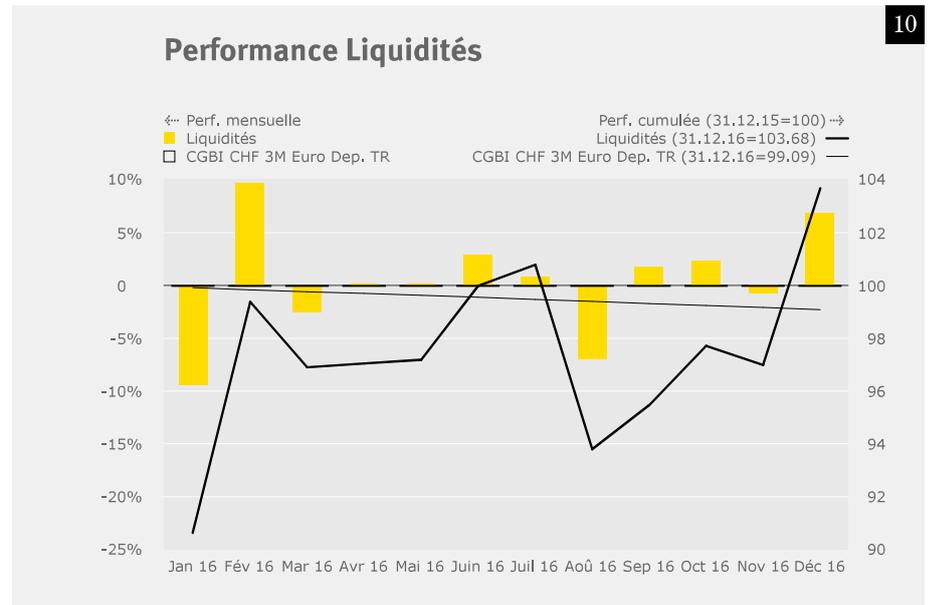
09

Distribution des performances mensuelles du portefeuille depuis l'origine



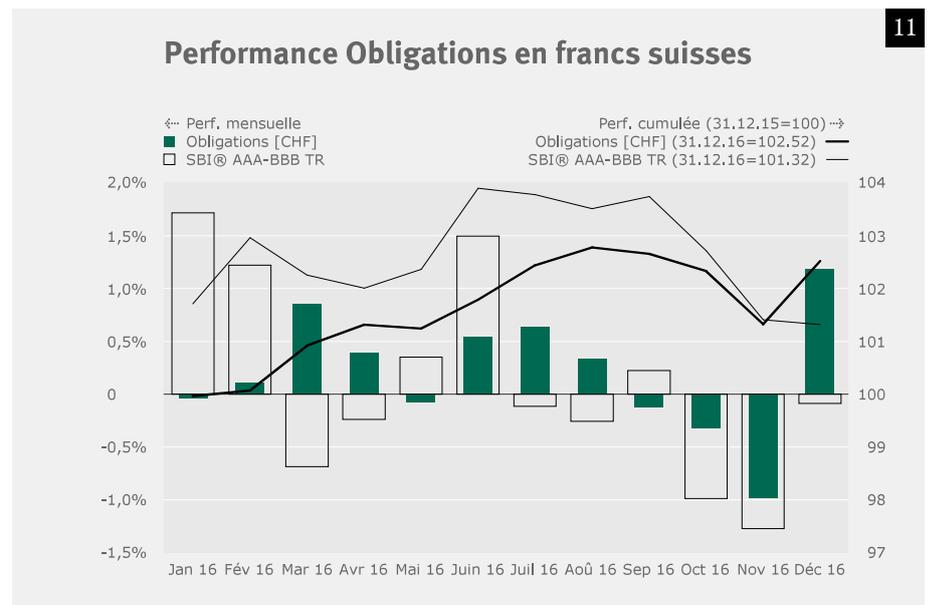
7

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en liquidités. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le CGBI WMMI Switzerland (Total Return), calculé en francs suisses.



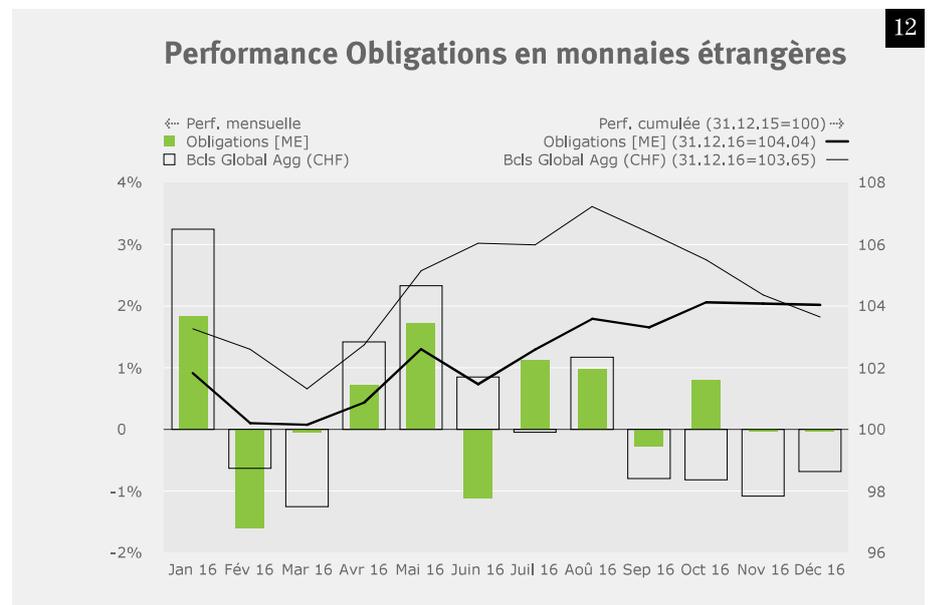
10

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en obligations en francs suisses. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le Swiss Bond Index AAA-BBB (Total Return), calculé en francs suisses et publié par la bourse suisse.



11

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en obligations en monnaies étrangères. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le Barclays Global Aggregate Index (Total Return), calculé en francs suisses.



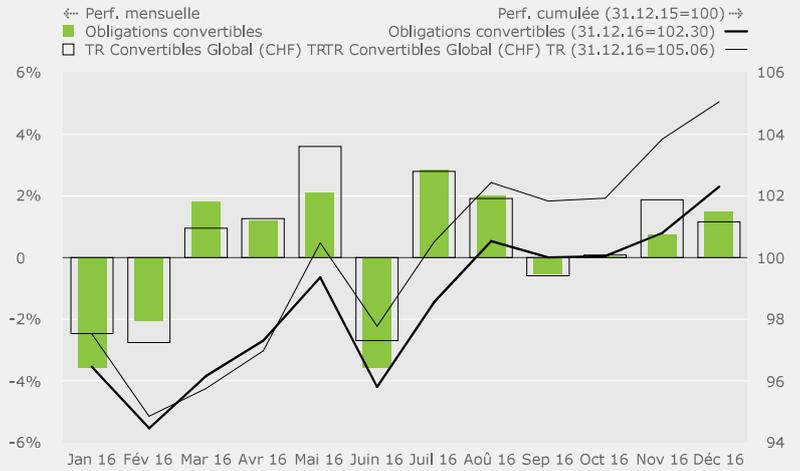
12

8

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en obligations convertibles. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le Thomson Reuters Convertibles Global (Total Return), calculé en franc suisses.

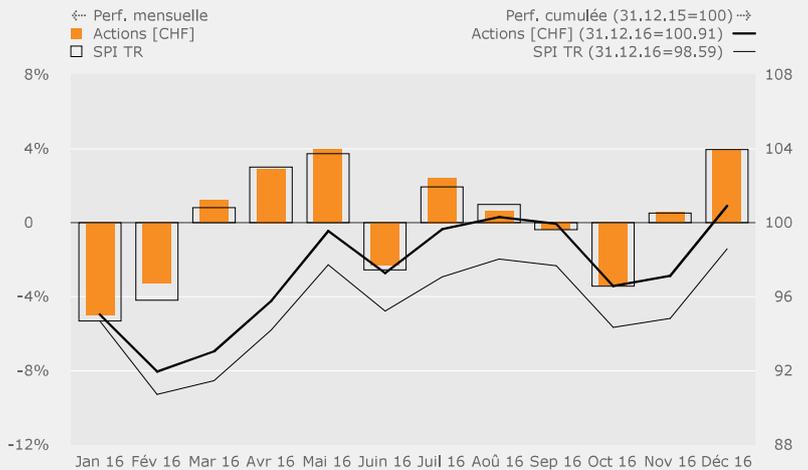
13

Performance Obligations convertibles



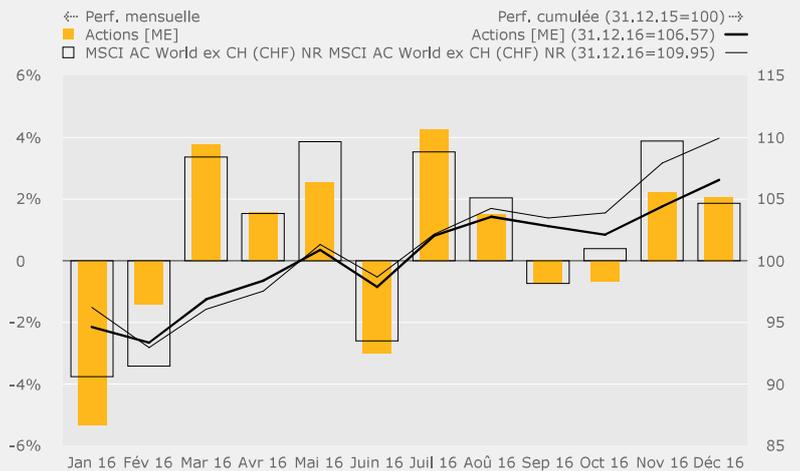
14

Performance Actions en francs suisses



15

Performance Actions en monnaies étrangères



Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en actions en monnaies étrangères. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le MSCI AC World ex Switz. (Net Return), calculé en francs suisses.

9

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie dans les hypothèques. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées.

Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le Swiss Bond Index Domestic AAA-A 1 à 3 ans (Total Return), calculé en francs suisses et publié par la bourse suisse.

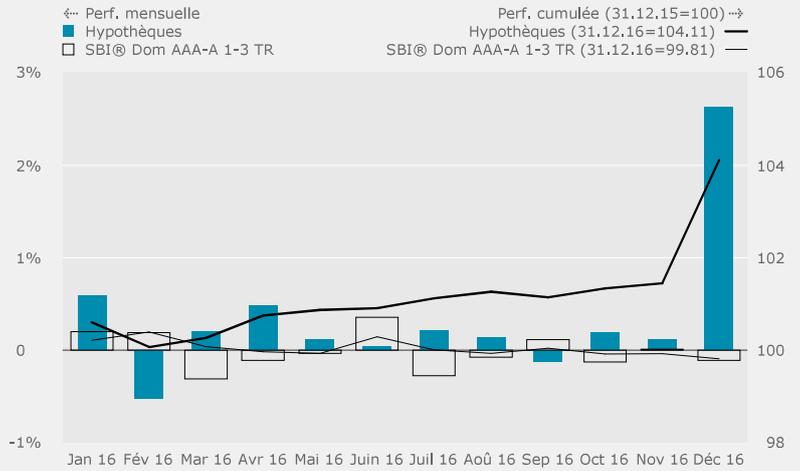
Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie dans l'immobilier. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées.

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie dans l'immobilier en francs suisses. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées.

Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le KGAST Immo-Index, calculé en francs suisses.

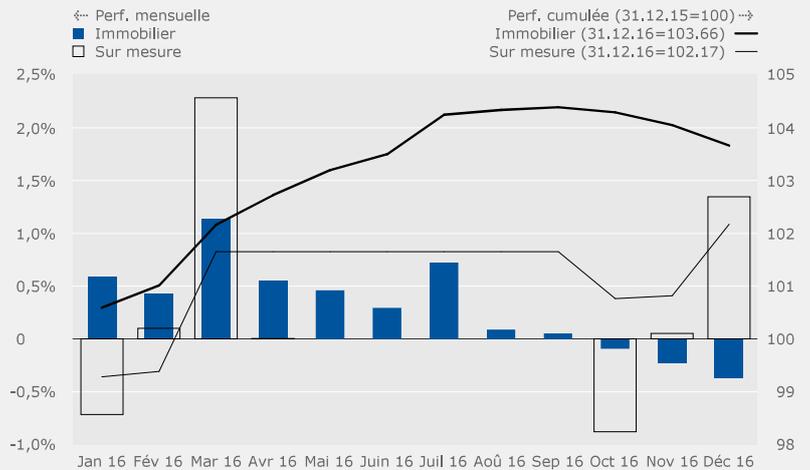
16

Performance Hypothèques



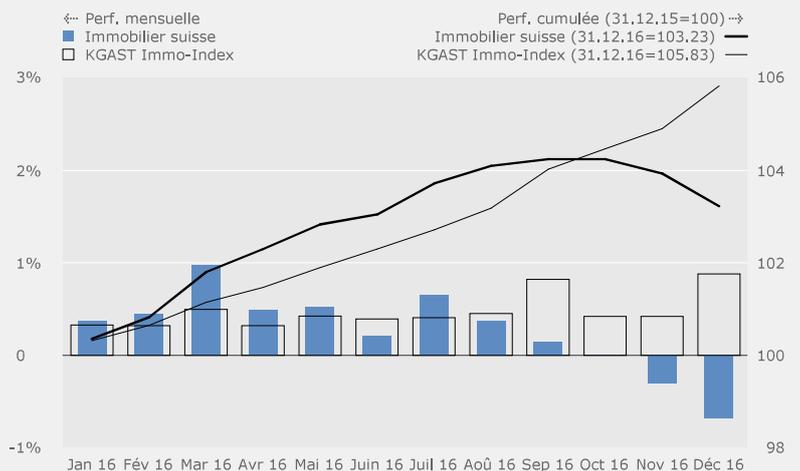
17

Performance Immobilier



18

Performance Immobilier en francs suisses

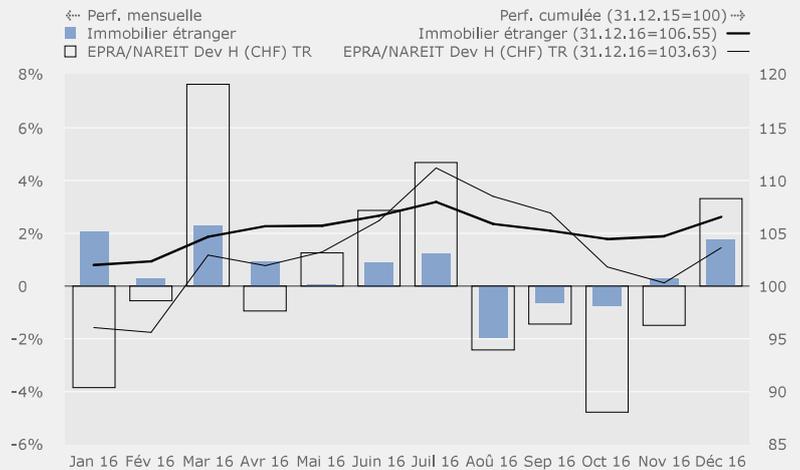


10

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie dans l'immobilier à l'étranger. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le FTSE EPRA/NAREIT Global (Total Return), hedgé en francs suisses.

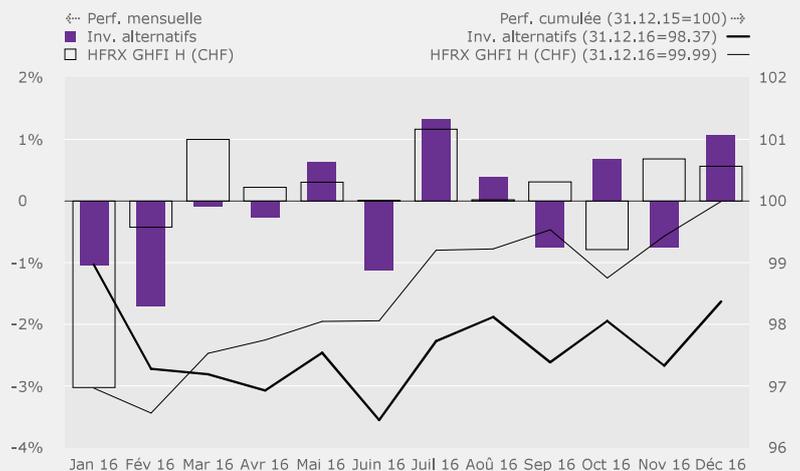
19

Performance Immobilier étranger



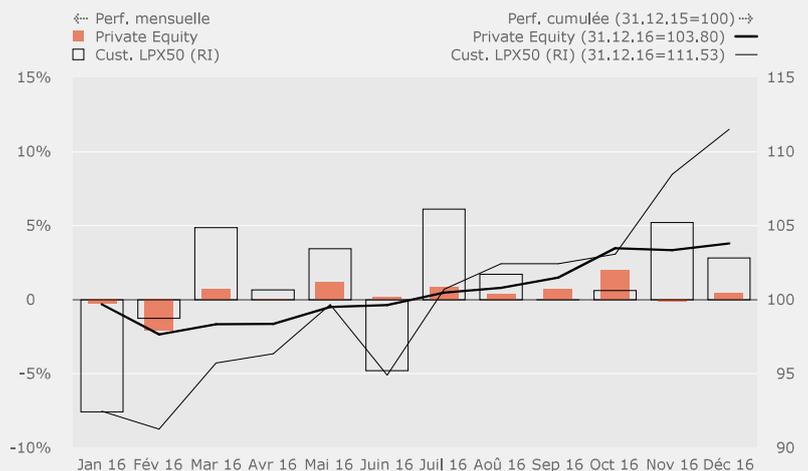
20

Performance Investissements alternatifs



21

Performance Private Equity



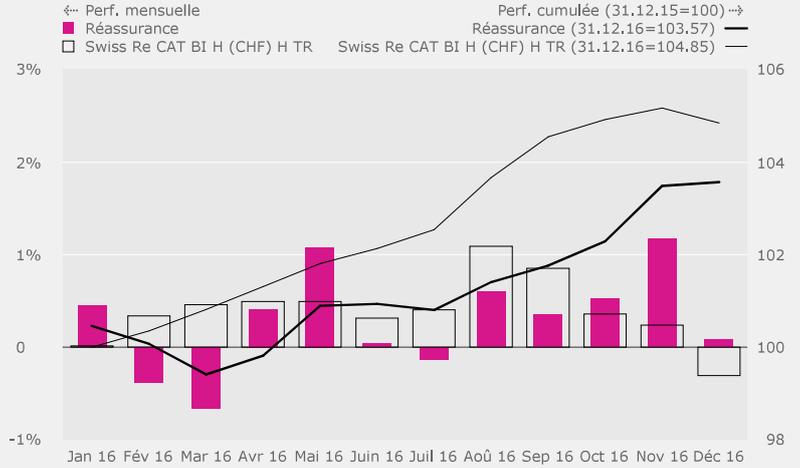
Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie en Private Equity. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le LPX50 (RI) + LIBORCHF1M /. LIBOREUR1M.

11

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois de la part du portefeuille investie dans la réassurance. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» représentatif de la catégorie d'actifs est le Swiss Re CAT Bond Index (Total Return), hedgé en francs suisses.

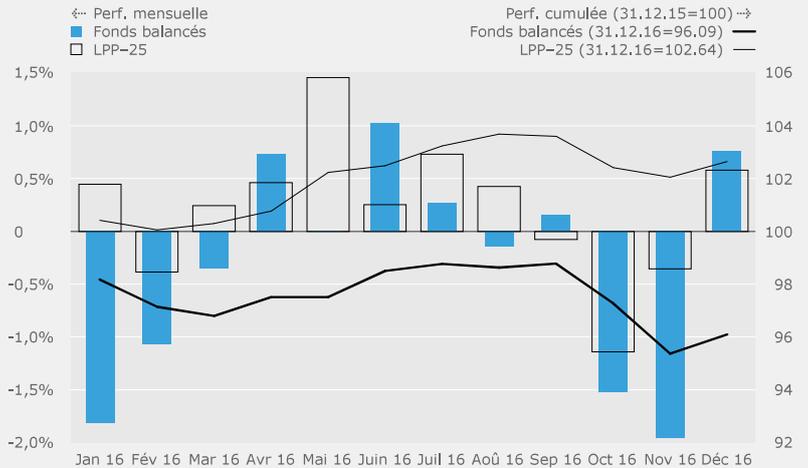
22

Performance Réassurance



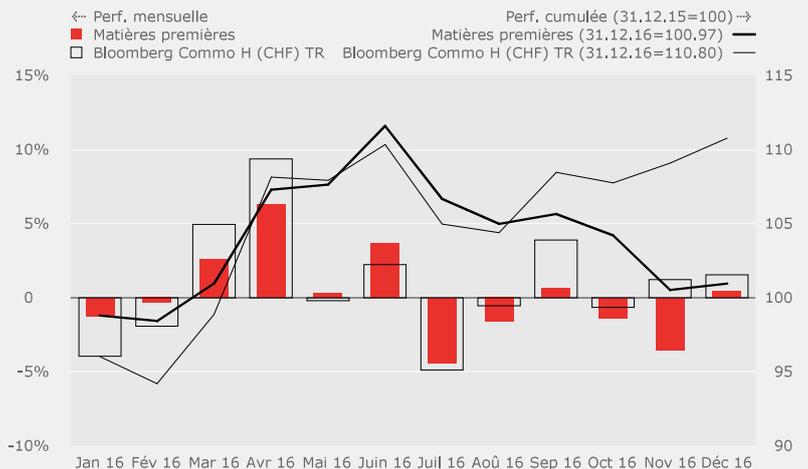
23

Performance Fonds balancés



24

Performance Matières premières

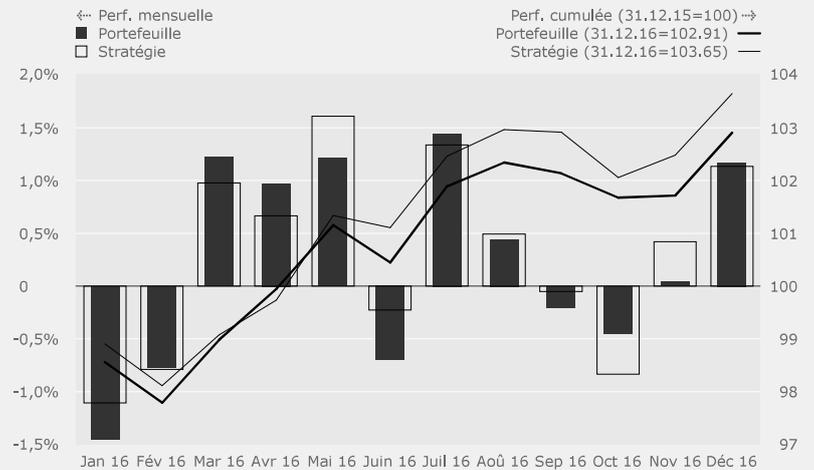


12

Graphique représentant l'évolution durant les douze derniers mois du portefeuille considéré dans sa globalité. Les histogrammes sont dévolus aux données mensuelles, alors que les droites représentent les performances cumulées. Le «benchmark» est l'indice synthétique représentatif des options stratégiques arrêtées en matière de répartition par catégorie d'actifs.

25

Performance Portefeuille global

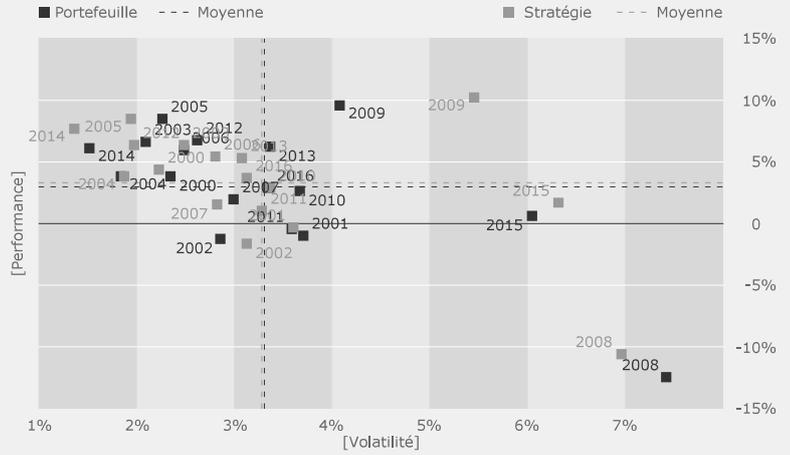


13

Graphiques récapitulatifs des performances annuelles du portefeuille depuis sa constitution. Pour chaque performance réalisée, mesurée en ordonnée, figure, pour la période correspondante, le risque associé, mesuré en abscisse. Aux données propres au portefeuille sont juxtaposées, dans le graphique [26], celles relatives au «benchmark» représentatif des options stratégiques. Les couples rendement/risque peuvent être comparés d'une année à l'autre au sein d'une même série ou, alternativement, ceux des deux séries peuvent l'être pour une même année. Une vision agrégée est en outre disponible grâce aux deux «croix» représentatives de la performance et du risque moyens associés aux deux séries de points. Les graphiques [27] et [28] permettent d'établir le même type de comparaison avec les références obligées que sont les indices LPP-25 et LPP-40 publiés par la banque Pictet.

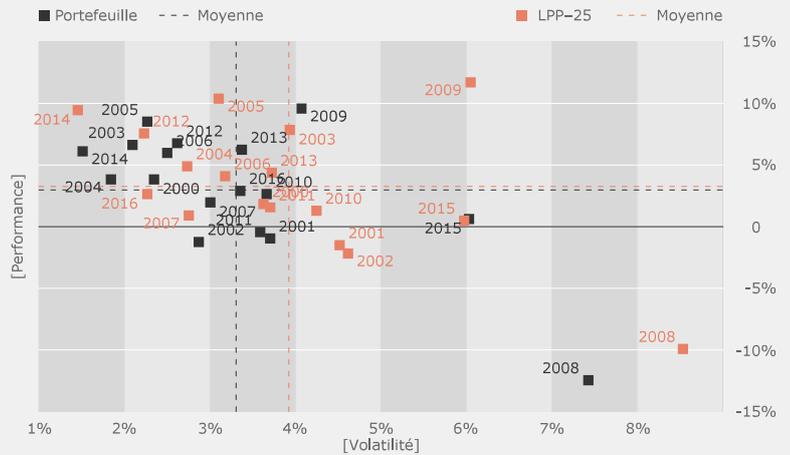
26

Performance vs risque annuels (2000-2016)
Portefeuille vs Stratégie



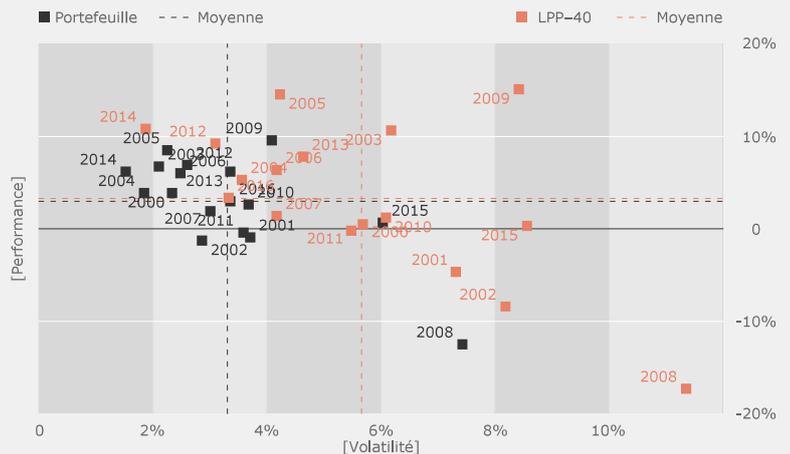
27

Performance vs risque annuels (2000-2016)
Portefeuille vs LPP-25



28

Performance vs risque annuels (2000-2016)
Portefeuille vs LPP-40





Comptes d'exploitation selon RPC 26

		31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Cotisations et apports ordinaires et autres		81'223'494.75	78'573'376.20
Cotisations des salariés (Epargne)	52	24'866'291.30	23'957'038.70
Cotisations de l'employeur (Epargne)	52	33'960'846.55	34'038'075.40
Cotisations de tiers (Epargne)	52	2'464'765.65	1'134'823.70
Cotisations supplémentaires des salariés (Risque)		7'435'526.90	7'163'689.25
Cotisations supplémentaires de l'employeur (Risque et frais)		7'435'526.90	7'163'689.25
Primes uniques et rachats	52	5'060'537.45	5'116'059.90
Prestations d'entrée		45'525'068.41	30'314'457.20
Apports de libre passage	52	40'872'118.11	28'813'613.11
Apports pour réserves reprise de rentiers		1'886'383.00	-
Remboursement de versements anticipés EPL / divorce	52	2'766'567.30	1'500'844.09
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée		126'748'563.16	108'887'833.40
Prestations réglementaires		-31'482'648.30	-23'077'709.07
Rentes de vieillesse		-13'104'521.45	-11'374'219.85
Rentes de survivants		-1'339'471.05	-1'341'002.70
Rentes d'invalidité		-4'012'620.65	-4'011'799.35
Autres prestations réglementaires		-1'171'381.05	-1'134'823.70
Prestations en capital à la retraite		-11'214'622.95	-4'377'446.65
Prestations en capital au décès et à l'invalidité		-640'031.15	-838'416.82
Prestations de sortie		-38'251'033.74	-41'322'722.97
Prestations de libre passage en cas de sortie	52	-34'359'867.29	-38'588'162.68
Versements anticipés pour EPL / Divorce	52	-3'891'166.45	-2'734'560.29
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés		-69'733'682.04	-64'400'432.04
Constitution de capitaux de prévoyance, provisions techniques et réserves de contributions		-64'142'820.10	-88'258'354.08
Constitution de capitaux de prévoyance assurés actifs	52	-36'268'622.57	-20'542'216.29
Charges / Produits de liquidation partielle	5x	-	-
Constitution de capitaux de prévoyance rentiers	54	-26'400'852.95	-56'081'050.50
Dissolution/Constitution de provisions techniques	55	7'786'186.77	747'179.16
Rémunération du capital épargne	52	-9'259'531.35	-12'382'266.45
Produits de prestations d'assurance		510'696.40	137'677.10
Prestations d'assurance		510'696.40	137'677.10
Charges d'assurance		-6'379'910.17	-6'248'543.95
Primes d'assurance		-6'190'381.55	-6'068'261.55
Cotisations au fonds de garantie		-189'528.62	-180'282.40
Résultat net de l'activité d'assurance		-12'997'152.75	-49'881'819.57

* corrigé en 2016

(*) en 2015 la bonification des réserves pour rente de vieillesse de CHF 27'474'588.37 avait été regroupée dans les prestations de libre passage en cas de sortie au lieu de la constitution des capitaux de prévoyance des rentiers ce qui n'influence pas le résultat. Afin de pouvoir comparer les années ceci a été corrigé sur le rapport 2016. L'annexe demeure inchangée.



		31.12.2016	31.12.2015
		CHF	CHF
Résultat net des placements		34'970'062.81	7'371'317.94
Liquidités et avoirs en banque	64	-29'668.00	-392'416.39
Contrats sur devises à terme	64	721'952.00	-
Obligations et placements à terme en CHF	64	6'870'037.51	428'183.33
Obligations en devises étrangères	64	4'331'110.06	-2'505'796.14
Actions suisses	64	1'661'860.43	7'113'674.57
Actions étrangères	64	12'364'010.00	347'032.22
Immobilier en direct	64	-211'921.00	-336'604.16
Fonds immobilier CH et étranger	64	13'944'921.62	9'501'548.40
Placements alternatifs	64	4'649'438.04	1'612'542.77
Hypothèques	64	493'820.56	477'447.65
Prêt aux membres	64	24'196.32	37'916.65
Frais d'administration de la fortune (y.c. TER des fonds)	64	-9'849'694.74	-8'912'210.96
Autres produits	7.6	55'217.48	242'011.88
Produits sur les prestations fournies		55'217.48	242'011.88
Autres frais	7.7	-454'427.45	-600'186.80
Intérêts du placement de RETASV		-399'847.00	-515'537.00
Intérêts moratoires sur prestations		-54'580.45	-84'649.80
Frais d'administration	7.5	-1'026'802.39	-1'141'051.99
Frais d'administration		-1'026'802.39	-1'141'051.99
Résultat avant dissolution/constitution de la réserve de fluctuation de valeurs		20'546'897.70	-44'009'728.54
Dissolution/constitution(-) de la réserve de fluctuation de valeurs	62	-20'546'897.70	44'009'728.54
Excédent des charges (-) / Excédent des produits		-	-



Bilan selon RPC26

ACTIF		31.12.2016	31.12.2015
		CHF	CHF
Placements		1'264'179'348.53	1'178'007'575.54
Liquidités et avoirs en banque	6	11'976'822.09	4'235'574.27
Débiteurs	6	5'712'041.00	2'226'815.42
Obligations et placements à terme en CHF	6	234'360'908.53	239'588'460.21
Obligations en devises étrangères	6	112'641'035.90	111'008'519.47
Actions suisses	6	150'820'057.91	148'890'289.78
Actions étrangères	6	182'028'428.32	160'815'735.59
Immobilier en direct	6	134'824'960.00	126'291'291.30
Fonds immobilier immeubles CH	6	161'987'224.32	159'895'466.18
Fonds immobilier immeubles étrangers	6	43'507'142.39	41'169'268.16
Placements alternatifs	6	193'719'107.66	168'083'463.90
Hypothèques	6	10'496'364.40	11'251'992.80
Placements et créances auprès de l'employeur	6	22'102'207.40	4'546'528.35
Mobilier et équipement	6	3'048.60	4'170.10
Compte de régularisation actif	7	6'973'762.76	6'546'608.51
Total de l'actif		1'271'153'111.29	1'184'554'184.05
PASSIF		31.12.2016	31.12.2015
		CHF	CHF
Dettes		42'668'673.27	40'581'086.31
Prestations de libre passage et rentes	7.3	6'622'491.70	8'485'145.44
Autres dettes	7.3	36'046'181.57	32'095'940.87
Compte de régularisation passif	7.4	498'973.17	677'350.67
Capitaux de prévoyance et provisions techniques		1'114'183'039.92	1'050'040'219.82
Capital de prévoyance assurés actifs	5.2	801'585'315.64	756'057'161.72
Capital de prévoyance rentiers	5.4	303'510'618.10	277'109'765.15
Provisions techniques	5.5	9'087'106.18	16'873'292.95
Réserve de fluctuation de valeurs	5.6	113'792'424.92	93'245'527.25
Capital de la fondation / Fonds libres	5.6	10'000.00	10'000.00
Situation en début de période		10'000.00	10'000.00
Total du passif		1'271'153'111.29	1'184'554'184.05



Annexe selon méthode RPC26

1. Bases et organisation

1.1. Forme juridique et but

PRESV est une fondation semi-autonome de droit privé. Elle a pour but de réaliser la prévoyance de ses membres et de satisfaire aux exigences de la LPP (Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité).

1.2. Enregistrement LPP et Fonds de garantie

PRESV est inscrite au registre de la prévoyance professionnelle. Elle cotise au fonds de garantie LPP.

1.3. Indication des actes et des règlements

	Adopté le	Révisé le
Acte de fondation et statuts	13.04.1984	07.11.2014
Règlement de prévoyance	01.01.1985	12.12.2013
Règlement sur les versements pour l'EPL	01.01.1995	
Règlement de placements	16.12.1996	04.02.2015
- Asset allocation	16.12.1996	22.09.2016
- Directives pour placements alternatifs	juin 2003	04.02.2015
Règlement pour la liquidation partielle	07.11.2007	
Règlement pour les passifs de nature actuarielle	01.01.2011	13.12.2012
Règlement pour l'attribution de prêts hypothécaires	10.05.2007	08.05.2008
Règlement d'organisation	09.05.2012	15.12.2016
Dernière expertise technique	31.12.2013	

1.4. Organe de gestion (paritaire) / Droit à la signature

		Durée du mandat	Représentation
<u>Président</u>			
Hugo Burgener	Hôpital du Valais	4 ans	Employeurs
<u>Vice-Président</u>			
De Preux Alain	Hôpital du Valais	4 ans	Employeurs
<u>Membres</u>			
Marcoz Sabine	Hôpital du Valais	jusqu'au 31.7.2016	Employés
Tissières Bernard	Représentant syndicats	4 ans	Employés
Hugo Olivier	Hôpital du Valais	4 ans	Employés
Buchard Jean-Marc	Hôpital du Valais	4 ans	Employés
Miserez Larpin Virginie	Hôpital du Valais	4 ans	Employés
Borter Ernst	Hôpital du Valais	4 ans	Employés
Venetz Reinhard	Représentant EMS	4 ans	Employés
Ambord Kilian	Hôpital du Valais	4 ans	Employeurs
Schwery Nathalie	Hôpital du Valais	4 ans	Employeurs
Favre Marc-Henri	Hôpital du Valais	4 ans	Employeurs
Vouillamoz Valérie	Représentante CMS	4 ans	Employeurs
Chambovay Olivier	Hôpital du Valais	4 ans	Employeurs



Les personnes suivantes sont autorisées à engager la fondation PRESV (signature collective à deux) :

- Zufferey Christian, secrétaire
- Burgener Hugo, président
- De Preux Alain, vice-président

PRESV
Case postale 771
3960 Sierre

Tel. 027/452.35.50
Fax 027/452.35.51
www.presv.ch

Mail : admin@presv.ch

1.5. Experts, organe de contrôle, conseillers et autorité de surveillance

Expert en prévoyance professionnelle

Mercer (Switzerland) SA
Allea SA

M. Steiger Christophe jusqu'au 03.11.2016
M. Steiger Christophe dès le 03.11.2016

Organe de contrôle

WIDAR Treuhand AG, Brig-Glis

M. Zumtaugwald Armin

Commission de placement

PRESV Président
Hôpital du Valais, Responsable comptabilité
Hôpital du Valais, comptabilité
Président Commune Martigny

M. Burgener Hugo
M. Hugo Olivier
M. Buchard Jean-Marc
M. Favre Marc-Henri

Administration

Directeur PRESV
Rapporteur

M. Zufferey Christian
M. Crettaz Jean-Yves

Conseillers

UBS Asset Management
CS Asset Management
BCVs Asset Management
Key Investment Services

M. Barras Philippe
M. Waser Christian
M. Zufferey Cédric
M. Wuthrich William et M. Augustin André

Commission immobilière

Hôpital du Valais
Hôpital du Valais
Seniorenzentrum Naters, Directeur
Groupement valaisan des CMS
Architecte, voix consultative
PRESV, Directeur
PRESV, Directrice adjointe

M. de Preux Alain
M. Borter Ernst
M. Venetz Reinhard
Mme Vouillamoz Valérie
M. Papon Eric
M. Zufferey Christian
Mme Lambrigger Sandra

Commission du personnel

Président du Conseil de Fondation PRESV
Hôpital du Valais
Hôpital du Valais
Syndicats Chrétiens du Valais SCIV
PRESV, Directeur

M. Burgener Hugo
Mme Schwery Nathalie
Mme Marcoz Sabine jusqu'au 31.7.2016
M. Tissières Bernard
M. Zufferey Christian

Autorité de surveillance

Autorité de surveillance, Suisse occidentale
Réf. 304018



1.6. Employeurs affiliés

	31.12.2016	31.12.2015
	Actifs	Actifs
Hôpital du Valais	5029	4854
CMS	638	584
EMS	1332	1257
PRESV	12	12
Autres	319	391
Total	7330	7101
Dont moins de 25 ans	395	377
Masse salariale réglementaire assurée	500'578'169.65	491'326'174.20

2. Membres actifs et rentiers

2.1. Assurés actifs

	31.12.2016	31.12.2015
	Actifs	Actifs
Hommes	1514	1449
Femmes	5816	5652
Total	7330	7101

2.2. Bénéficiaires de rentes

	31.12.2016	31.12.2015
	Rentiers	Rentiers
Retraités	807	716
Enfants de retraités	9	11
Invalides	241	236
Enfants d'invalides	81	71
Veuves et veufs	86	80
Orphelins	35	34
Total	1'259	1'148

Le montant total des rentes ci-dessus s'élève à CHF 19'680'181.70.



3. Nature de l'application du but

3.1. Explication des plans de prévoyance

La primauté de prestations est appliquée pour les prestations risquées, alors que les prestations vieillesse sont basées sur un système de primauté de cotisation.

3.2. Financement, méthodes de financement

La cotisation totale est de 14.5%, supportée à raison de 6% par l'employé et 8.5% par l'employeur. L'assuré cotise 4.5% pour l'épargne et 1.5% pour le risque, l'employeur cotise 7% pour l'épargne et 1.5% pour risques et frais. Les assurés ont le choix entre le plan de base et le plan maxi, dans lequel ils cotisent 2.5% d'épargne supplémentaire.

Le taux technique appliqué pour les réserves des rentes est de 1.5%.

3.3. Autres informations sur l'activité de prévoyance

Depuis le 1er janvier 2005, PRESV assume l'administration et la gestion de RETASV (Fondation de retraite anticipée).

4. Principes d'évaluation et de présentation des comptes, permanence

4.1. Modification des principes comptables, d'évaluation et de présentation des comptes

Les immeubles sont évalués à la valeur de rendement en tenant compte de l'âge de ceux-ci. Le reste de l'actif est évalué à la valeur du marché.

PRESV utilise la norme RPC26 pour la tenue de ses comptes.

5. Couverture des risques / Règles techniques / Degré de couverture

5.1. Nature de la couverture des risques, réassurances

Mis à part le capital décès qui est financé par l'avoir de vieillesse, les risques décès et invalidité sont réassurés auprès de la Zurich Assurance. La prime figure dans le poste « prime d'assurance » du compte d'exploitation.



5.2. Evolution et rémunération des avoirs épargne en primauté des cotisations

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Solde au 1er janvier des capitaux de prévoyance	756'057'161.72	723'132'678.98
Cotisations d'épargne des salariés	24'866'291.30	23'957'038.70
Cotisations d'épargne des employeurs	33'960'846.55	34'038'075.40
Libération du paiement des primes (Invalides)	1'171'381.35	n/a
Apport / Libération du paiement des primes (RETASV)	1'293'384.60	6'245'819.80
Primes unique et rachats	5'060'537.45	n/a
Apports de libre passage	40'872'118.11	28'813'613.11
Remboursement des versements pour l'EPL / divorce	2'766'567.30	1'500'844.09
Prestations de libre passage en cas de sortie	-34'359'867.29	-66'062'751.05
Versements pour l'EPL / divorce	-3'891'166.45	-2'734'560.29
Prestations en capital à la retraite	-11'214'622.95	n/a
Prestations en capital au décès et à l'invalidité	-640'031.15	n/a
Dissolution due aux retraites, décès et invalidités	-23'616'816.25	-5'215'863.47
Rémunération des capitaux de prévoyance	9'259'531.35	12'382'266.45
Mouvement de la période	45'528'153.92	32'924'482.74
Total des capitaux de prévoyance des assurés actifs	801'585'315.64	756'057'161.72
Nombre de comptes épargne des assurés actifs (âge supérieur à 25 ans)	6'935	6'724

L'augmentation dans le poste des apports de libre passage est due à l'arrivée d'un nouvel employeur qui s'est affilié à notre caisse de pensions et dont les avoirs de vieillesse ont été transférés à la fin de l'année 2016.

Nous observons une augmentation de la prise de retraite. La forte variation du poste prestations de libre passage en cas de sortie, s'explique par le fait que les dissolution des capitaux de retraite ont été mis dans le poste Dissolution due aux retraites, décès et invalidité, alors qu'ils se trouvaient l'année précédente dans les sorties.

5.3. Total des avoirs de vieillesse selon la LPP

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Avoirs de vieillesse selon la LPP (comptes témoins)	367'578'134.20	345'173'805.00
Taux d'intérêt min. LPP arrêté par le Conseil Fédéral	1.25%	1.75%



5.4. Evolution du capital de couverture pour les rentiers

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Solde au 1er janvier	277'109'765.15	221'028'714.65
Compte d'épargne des nouveaux pensionnés	23'616'816.25	27'474'588.37
Intérêts crédités	4'136'291.95	3'339'895.40
Dissolution de la réserve pour le paiement des rentes	-19'489'923.75	-17'955'521.70
Bénéfice de surassurance	218'810.65	-124'672.00
Coût(+) Bénéfice(-) de la réserve au 31.12	17'918'857.85	43'346'760.43
Mouvement de la période	26'400'852.95	56'081'050.50
Total Réserve mathématique	303'510'618.10	277'109'765.15

5.5. Bases techniques et autres hypothèses significatives sur le plan actuariel

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Provision pour changement de base au 01.01.	8'313'292.95	5'515'472.11
Dissolution de la réserve pour changement de base	-5'278'186.77	-
Attribution de l'année	-	2'797'820.84
Provision pour changement de base au 31.12.	3'035'106.18	8'313'292.95
Provision pour risques décès et invalidité au 01.01.	8'560'000.00	12'105'000.00
Dissolution de la provision	-2'508'000.00	-3'545'000.00
Provision pour risques décès et invalidité au 31.12.	6'052'000.00	8'560'000.00
Total général des provisions techniques au 31.12.	9'087'106.18	16'873'292.95

Cette année nous sommes passés à la base technique 2015. Les réserves accumulées dans notre provision étaient suffisantes et nous constituons une nouvelle provision pour la base 2020. A cet effet elle est alimentée chaque année de 0.5% des avoirs de vieillesse des rentiers.

La base technique appliquée depuis cette année est donc la LPP2015. Compte tenu de la réassurance des risques, la provision technique va pouvoir être dissoute ces prochaines années. En accord avec l'actuaire, cette provision qui ne concerne plus que les cas en suspens est divisée par deux tous les deux ans.

5.6. Degré de couverture selon l'article 44 OPP2

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Capitaux de prévoyance et provisions techniques	1'114'183'039.92	1'050'040'219.82
Réserve de fluctuation de valeurs	113'792'424.92	93'245'527.25
Capital de fondation, fonds libres	10'000.00	10'000.00
Fortune servant à couvrir les engagements régl.	1'227'985'464.84	1'143'295'747.07
Degré de couverture (fortune / capitaux engagés)	110.21%	108.88%



6. Explication relatives aux placements et au résultat net des placements

	Valeur au bilan CHF	% de la Fortune	Asset allocation		Limite LPP %
			Min	Max	
Liquidités et avoirs en banque	17'688'863.09	1.39%	0.00%	15.00%	100.00%
A1-1 Caisse	283.05	0.00%			
A1-2 Compte de chèque postal	22'417.40	0.00%			
A1-3 Banques	11'954'121.64	0.94%			
A1-4 Débiteurs	5'712'041.00	0.45%			
Obligations et placements à terme en CHF	234'360'908.53	18.44%	10.00%	43.00%	100.00%
A2-1 Bons de caisse auprès des banques	500'001.00	0.04%			
A2-2 Obligations et placement à terme	10'730'370.01	0.84%			
A2-3 Obligations débiteurs étrangers en CHF	3'112'500.00	0.24%			
A2-4 FdPL obligations suisses	220'018'037.52	17.31%			
Obligations en devises étrangères	112'641'035.90	8.86%	4.00%	10.00%	30.00%
A3-1 Obligations débiteurs étrangers en ME	5'960'199.16	0.47%			
A3-2 FdPL obligations en ME	106'680'836.74	8.39%			
Actions suisses	150'820'057.91	11.86%	5.00%	16.00%	50.00%
A5-1 Actions suisses	5'222'033.60	0.41%			
A5-2 FdPL actions suisses	145'448'022.31	11.44%			
A5-2 Participations permanentes	150'002.00	0.01%			
Actions étrangères	182'028'428.32	14.32%	5.00%	20.00%	30.00%
A6-1 Actions étrangères	15'017.11	0.00%			
A6-2 FdPL Actions étrangères	182'013'411.22	14.32%			
Placements alternatifs	193'719'107.66	15.24%	0.00%	15.00%	15.00%
A7-1 Alternatifs en CHF	76'730'996.65	6.04%			
A7-2 Alternatifs en ME	16'218'556.20	1.28%			
A7-3 Commo en ME	4'931'051.72	0.39%			
A7-4 Private Equity	24'192'037.60	1.90%			
A7-5 Autres	71'646'465.49	5.64%			
Hypothèques	10'496'364.40	0.83%	0.00%	5.00%	50.00%
Immeubles	340'319'326.72	26.77%	10.00%	35.00%	30.00%
A10-1 Immeubles en direct (valeur d'investissement)	169'808'614.17	13.36%			
A10-1 Immeubles en direct (Ajustement de valeur)	-34'983'654.17	-2.75%			
A10-1 Immeubles en direct valeur au bilan	134'824'960.00	10.61%			
A9 Fonds de placement immeubles suisses	161'987'224.32	12.74%			
A9 Fonds de placement immeubles étrangers	43'507'142.39	3.42%			
Placements et créances auprès de l'empl.	22'102'207.40	1.74%	0.00%	5.00%	5.00%
A11 Placements	21'450'000.00	1.69%			
A11-1 Débiteurs membre	652'207.40	0.05%			
Mobilier et équipement	3'048.60	0.00%	-	-	-
Total des placements	1'264'179'348.53	99.45%			
Comptes de régularisation actif	6'973'762.76	0.55%			
Total de l'actif	1'271'153'111.29	100.00%			



Sur la base d'une étude ALM du Crédit Suisse et pour pallier aux rendements négatifs des placements obligataires, le Conseil de fondation, dans sa séance du 22.09.2016 a décidé de diminuer la part obligataire et d'augmenter la marge maximale de l'immobilier à 35%, utilisant ainsi la dérogation prévue à l'article 50 al. 4 de l'OPP2.

Le dépassement de 0.24% de la part alternative est due à la poche des placements mixtes qui contient des fonds de placement qui ne sont pas des placements alternatifs. Sans cette catégorie, la part des placements alternatifs est de 14.46%.

6.1. Organisation de l'activité de placements, règlement de placements

A la fin de chaque mois un rapport consolidé des limites et performances des catégories de placement est remis aux membres de la commission de placement. Un procès-verbal de décision est établi à l'issue des séances. Un contrôle systématique du respect des limites de placement édicté par le Conseil de Fondation est effectué par le rapporteur.

Via un accès protégé, tous ces documents sont accessibles par la Commission de placement et les membres du Conseil de Fondation.

6.2. Objectifs et calcul de la réserve de fluctuation de valeurs

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Solde de la réserve de fluctuation de valeurs au 1er janv.	93'245'527.24	137'255'255.79
Variation due au résultat d'exploitation	20'546'897.70	-44'009'728.54
Réserve de fluctuation de valeurs au bilan	113'792'424.94	93'245'527.24
Valeur cible de la réserve		
17.1% des engagements de prévoyance	190'525'299.83	188'643'798.27
Insuffisance de la réserve de fluctuation de valeurs	76'732'874.89	95'398'271.02

Suite à une ALM présentée par le Crédit Suisse dans sa séance du 22 septembre 2016, le Conseil de Fondation s'est prononcé pour un objectif de réserve nécessaire à sa stratégie de placement de 17.1% des engagements de prévoyance.

6.3. Instruments financiers dérivés en cours (ouverts)

	Engagements 31.12.2016	Engagements 31.12.2015
	CHF	CHF
<u>Échéance contrats</u>		
Vente 116 put SMI 8200/mars 2017	9'512'000.00	9'976'000.00
Total contrats sur instruments financiers dérivés	9'512'000.00	9'976'000.00

Un protocole de décision pour l'achat ou la vente d'options EUREX est établi par le rapporteur. (Document également accessible par la Commission de placement et le Conseil de Fondation).



	Engagements 31.12.2016	Engagements 31.12.2015
	CHF	CHF
Opération à terme		
Vente EUR 50 Mios, échéance 29.03.2017	53'550'742.00	21'586'000.00
Vente USD 25 Mios, échéance 29.03.2017	25'273'596.00	-
Total contrats opérations à terme	78'824'338.00	21'586'000.00

Un nantissement de 10 millions est accordé en faveur du Crédit Suisse et 5 millions de la Banque Cantonale du Valais pour les opérations sur les dérivés.

6.4. Exercice des droits de vote

Depuis plusieurs années, PRESV exerce ses droits de vote dans les assemblées générales au travers de la fondation ETHOS qui a déjà connu quelques succès dans une gestion plus éthique et responsable des sociétés anonymes.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, nous participons également à Ethos Engagement Pool International.

La liste des sociétés suisses que nous possédons en portefeuille figure sur notre site www.presv.ch avec nos décisions de vote lors des assemblées générales.

6.4.1. Explication du résultat net des placements

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Résultat net sur liquidités en francs suisses	94.05	395.19
Résultat net sur liquidité en monnaies étrangères	-29'762.05	-392'811.58
Résultat sur les contrats de couverture devise	721'952.00	-
Résultat sur obligations en CHF (ter corrigé)	6'870'037.51	428'183.33
Résultat sur obligations en monnaies étrangères	4'331'110.06	-2'505'796.14
Résultat sur actions suisses (TER corrigé)	1'661'860.43	7'113'674.57
Résultat sur actions étrangères (TER corrigé)	12'364'010.00	347'032.22
Résultat sur immeubles en direct après ajustement	-211'921.00	-336'604.16
Résultat sur fonds de placement immobiliers	13'944'921.62	9'501'548.40
Résultat sur placements alternatifs (TER corrigé)	4'649'438.04	1'612'542.77
Résultat sur hypothèques (TER corrigé)	493'820.56	477'447.65
Résultat sur prêt au membre (intérêts)	24'196.32	37'916.65
Résultat brut des placements avant frais	44'819'757.55	16'283'528.89
Frais de gestion des titres		
1^{er} niveau	-1'543'057.96	-1'045'284.64
<i>Total frais TER (frais de gestion droits de garde)</i>	-1'188'636.35	-791'333.81
<i>Total frais TTC (courtage, taxe et timbre)</i>	-354'421.61	-242'367.53
<i>Total frais SC (comité,)</i>	-	-11'583.30
2^{ème} niveau TER (fonds de placements)	-8'306'636.78	-7'866'926.32
Frais d'administration de la fortune	-9'849'694.74	-8'912'210.96
Résultat net des placements	34'970'062.81	7'371'317.94



Pour effectuer ses placements, PRESV utilise principalement des fonds de placements qui sont à notre avis le meilleur moyen d'avoir accès à des spécialistes de placement et de répartir au maximum le risque liés au gérant. Les taux négatifs ont créé une bulle importante sur les obligations ce qui nous force à nous rabattre de plus en plus vers des catégories de placements plus onéreuses telles que les convertibles, l'immobilier, le private equity etc augmentant ainsi les coûts indirects (TER) de la gestion de fortune. Afin de se conformer à la directive D-02/2013 de la CHS PP, nous avons pris en compte cette année l'imputation de la gérance des immeubles en interne.

De plus, l'implémentation au 1^{er} juillet 2016 de 5 mandats externe de 20 millions explique l'augmentation des commissions de gestion et droit de garde.

6.4.2. Frais d'administration de la fortune

1er niveau - Institution

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Frais de gestion y/c gérance immeuble	768'655.28	390'218.17
Droits de garde	399'587.13	394'160.97
Frais c/c	20'393.94	6'954.67
Total frais TER	1'188'636.35	791'333.81
Courtage	155'241.18	118'561.60
Taxes	41'497.79	36'897.46
Droits timbre	157'682.64	86'908.47
Total frais TTC	354'421.61	242'367.53
Autres Frais	-	11'583.30
Total frais SC	-	11'583.30
Total frais 1er niveau	1'543'057.96	1'045'284.64

2ème niveau placements collectifs

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
TER sur fonds de placements en obligations	1'543'945.44	1'608'635.01
TER sur fonds de placements en actions	1'615'062.04	1'514'064.20
TER sur fonds de placements immobiliers	1'569'603.02	1'457'609.67
TER sur fonds de placements hypothèques	33'282.18	33'024.93
TER sur fonds de placements mixtes	134'308.01	215'506.48
TER sur fonds de placements alternatifs	3'410'436.09	3'038'086.03
TER correction 1er niveau	-	-
Total frais 2ème niveau	8'306'636.78	7'866'926.32
Frais de gestion de fortune comptabilisés (placements transparents)	31.12.2016	42'369.00
	CHF	CHF
Frais de placement 1er niveau	1'543'057.96	1'045'284.64
Frais de placement 2ème niveau	8'306'636.78	7'866'926.32
Total frais gestion fortune	9'849'694.74	8'912'210.96



Liste des placements non-transparents au 31.12.2016

ISIN : Description	Monnaie	Valeur en CHF
XF0040697184 : CS Private Equity Platform S.C.A., SICAR	USD	1'761'953.87
LU0450079289 : Blue Edge (ex MONT BLANC SELECT)	CHF	6'794.79
CH0327715162 : J.P.Morgan Cross Asset Risk Premium Risk Parity	CHF	130'627.20
QT0160009368 : ALPES 2005 - PRIVATE EQUITY	USD	724'468.92
Total		2'623'844.78

Taux de transparence

Pourcentage des frais de gestion de la fortune

	31.12.2016		31.12.2015	
	CHF		CHF	
Placements transparents	99.79%	1'261'555'503.75	99.62%	1'173'582'701.10
Placement non-transparents	0.21%	2'623'844.78	0.38%	4'424'874.44
Total des placements		1'264'179'348.53		1'178'007'575.54
Frais de gestion	0.78%	9'849'694.74	0.76%	8'912'210.96
En % des frais transparents	0.78%		0.76%	

Afin de diversifier au mieux ses placements, notre institution utilise de nombreux fonds de placements dont notamment des fonds alternatifs qui ont des TER élevés. Il en résulte un coût global de gestion qui représente le 0.78% des capitaux moyens investis.

6.4.3. Performance des placements

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Somme de tous les actifs au début de l'exercice	1'184'554'184.05	1'177'262'883.97
Somme de tous les actifs à la fin de l'exercice	1'271'153'111.29	1'184'554'184.05
Moyenne de l'état des actifs (non-pondérée)	1'227'853'647.67	1'180'908'534.01
Résultat net des placements	34'970'062.81	7'371'317.94
Performance des placements	2.85%	0.62%

La méthode RPC26 ne tient pas compte des flux de capitaux (TWR). En tenant compte de ces flux durant l'année, la performance nette après amortissement des immeubles est de 2.89%.



6.4.4. Rendement des immeubles en direct

<u>A - Immeubles construits</u>	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Valeur d'acquisition	140'671'726.82	139'491'994.52
Ajustements de valeur	-31'879'726.82	-28'901'994.52
Valeur au bilan	108'792'000.00	110'590'000.00
Rendement des loyers	6'273'491.05	6'492'671.55
Entretien et réparation	-769'315.35	-804'944.41
Assurance	-94'148.05	-95'671.70
Impôts	-175'593.15	-213'128.65
Publicité	-9'981.40	-18'655.30
Gérance	-255'122.40	-132'617.20
Perte sur débiteurs	-153'040.85	-
Rendement net des immeubles construits	4'816'289.85	5'227'654.29
	4.43%	4.73%
Ajustement de valeur	-2'977'732.30	-5'184'012.50
<i>dont imputable à l'âge des immeubles</i>	-2'132'739.39	(non calculé)
<i>dont imputable à la valeur locative</i>	-844'992.91	(non calculé)
Rendement net après ajustement de valeur	1'838'557.55	43'641.79
	1.69%	0.04%

La valeur des immeubles est calculée sur la valeur de rendement de chaque immeuble multiplié par le taux d'actualisation défini dans notre règlement de placement. Pour la valorisation nous considérons 2x la valeur du rendement théorique et 1x la valeur du rendement réalisé. Malheureusement, durant l'année sous revue, les rendements réalisés ont diminué ce qui a eu un impact sur la valorisation de nos immeubles.

La table de valorisation des immeubles commence avec un taux de rendement brut nécessaire de 5% dès la première année et se termine avec un rendement brut nécessaire de 12.83% après 50 ans. Les immeubles en construction ainsi que les terrains sont valorisés dans le but de minimiser l'impact négatif lors de la première année d'exploitation des immeubles puisque le rendement de 5% est difficile à atteindre aujourd'hui.

Dans certaines régions du canton nous observons une pression sur nos objets dont la valeur locative a dû être changée.



B - Terrains et Immeubles en construction

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Valeur d'acquisition	28'482'910.70	15'841'811.05
Ajustements de valeur	-3'072'910.70	-793'223.45
Valeur au bilan	25'410'000.00	15'048'587.60
Rendement des loyers	-	30'000.00
Entretien, impôts et autres	-4'807.95	-5'401.30
Rendement net des immeubles non construits	-4'807.95	24'598.70
Ajustement de valeur	-2'279'687.25	-410'524.10
Rendement net après ajustement de valeur	-2'284'495.20	-385'925.40

Nous avons un immeuble à St-Léonard qui est en phase de terminale de construction et qui sera valorisé dès le 1^{er} juillet 2017. Deux projets immobiliers sont en cours à Brig-Glis et Viège.

Afin d'anticiper la valorisation des immeubles en construction dans notre table de calcul qui commence à un taux de 5%, un amortissement de 5% par année est effectué pour les terrains et les immeubles en construction.

C - Installation solaire photovoltaïque

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Valeur d'acquisition	653'976.65	652'703.70
Ajustement de valeur	-31'016.65	-
Valeur au bilan	622'960.00	652'703.70
Revenu de la production	13'539.80	16'902.95
RPC	-	-
Frais de décompte	-3'628.90	-3'487.20
Rendement net avant ajustement de valeur	9'910.90	13'415.75
	1.59%	2.06%
Ajustement de valeur	-31'016.65	-
Rendement net total	-21'105.75	13'415.75
	-3.23%	2.06%

Les installations photovoltaïques sont en attente du paiement de la RPC. Nous allons amortir ses installations sur une durée de 25 ans.

La diminution du revenu de la production s'explique par des bonifications plus basses reçues de la part des services industriels.

Vu l'incertitude sur la date de paiement de la RPC, nous étudions la possibilité de passer ses immeubles en autoconsommation ce qui nous permettra de toucher une contribution unique et immédiate.



Total de l'immobilier en direct (A+B+C)	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Valeur d'acquisition	169'808'614.17	155'986'509.27
Ajustement de valeur	-34'983'654.17	-29'695'217.97
Valeur au bilan	134'824'960.00	126'291'291.30
Rendement des loyers	6'287'030.85	6'522'671.55
Entretien et réparation	-769'315.35	-809'735.61
Frais divers, impôts, publicité	-288'159.45	-257'564.70
Perte sur débiteurs	-153'040.85	-
Ajustement de valeur	-5'288'436.20	-5'598'023.80
Rendement avant imputation des frais de gestion	-211'921.00	-142'652.56
Frais de gérance internes imputés aux TER	-255'122.40	-132'617.20
Rendement net total de l'immobilier	-467'043.40	-275'269.76
	-0.35%	-0.22%

La rentabilité de nos immeubles en direct est à nouveau décevante cette année. La pression des taux négatifs à une incidence directe sur l'immobilier puisque des institutionnels, plus particulièrement des assureurs construisent des immeubles avec des rendements inférieur à 2%. Il en résulte une forte pression importante sur la valeur locative des immeubles existants.

Notre volonté de maintenir notre table de valorisation des immeubles nous pénalise surtout pour les immeubles neufs mais est un gage de sécurité pour notre positionnement futur.

6.5. Explications des placements chez les employeurs et de la réserve de contributions employeurs

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Comptes courants (créances) employeurs	652'207.40	2'546'528.35
Prêt au membre (Cash management hôpital VS)	21'450'000.00	2'000'000.00
Placements et créances auprès de l'employeur	22'102'207.40	4'546'528.35

Les comptes courants créances contre les employeurs correspondent aux cotisations dues par les employeurs pour la 12^{ème} et la 13^{ème} période en attendant le décompte définitif. Cette créance est régularisée au début de l'année suivante.

Notre compte cash management représente un prêt au membre avec l'Hôpital du Valais (limite 20 millions) pour parquer nos liquidités et éviter les taux d'intérêts négatifs de -0.75 sur le cash en compte. Le dépassement de 450'000. -- par rapport à la limite du contrat a été régularisé au début de l'année 2017. Un prêt de 1'000'000. -- a été accordé au CMS de Sierre au taux de 2.5% durée indéterminée.



7. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation

7.1. Créances à court terme

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
AFC Impôt anticipé	5'293'302.84	1'668'072.12
Débiteurs douteux	12'937.95	34'388.85
Débiteurs locataires (charges refacturables)	404'425.71	465'445.80
Débiteurs locataires (loyers+entretien)	787.50	58'908.65
Debiteurs divers	132.00	-
Débiteurs hypothèques	455.00	-
Total créances à court terme	5'712'041.00	2'226'815.42

La créance principale est l'AFC. La hausse de ce poste correspond à la récupération d'impôts anticipé retenus sur des intérêts réinvestis par certains fonds de droits suisse pour les années 2013, 2014 et 2015.

7.2. Compte de régulation de l'actif

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Intérêts courrus	324'218.91	483'340.32
Actifs transitoires	6'649'543.85	6'063'268.19
Autres	-	-
Total compte de régulation de l'actif	6'973'762.76	6'546'608.51

La proportion d'obligations en directe ainsi que le niveau des intérêts à diminué en 2016 ce qui explique la différence du poste intérêts courrus par rapport à 2015. La prime de réassurance pour l'année 2017 de 6'028'000.00 est comptabilisée dans les actifs transitoires.



7.3. Dettes

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Prestations de libre passage à verser	6'637'161.50	8'494'276.34
Rentes payées d'avance	-14'669.80	-9'130.90
Total des prestations à payer	6'622'491.70	8'485'145.44
Avance prime pour continuation d'assurance	-	15'844.80
Compte courant RETASV	2'795.72	2'223.62
Placement de RETASV auprès de PRESV	33'280'000.00	30'210'000.00
Avances charge locataires et autres	415'986.00	422'206.00
Fournisseurs et créanciers construction	1'987'645.55	1'057'726.10
Fonds de rénovation Ovronnaz - Cascade A	356'376.25	364'857.40
Impôt à la source	3'378.05	23'082.95
Autres dettes	36'046'181.57	32'095'940.87
Total des dettes	42'668'673.27	40'581'086.31

Les grosses positions des dettes au 31.12.2016 sont les prestations de libre passage comptabilisée au 31.12 qui sont payée au début de l'année suivante ainsi que le fonds de compensation de la fondation de pré-retraite RETASV géré par PRESV.

Cette année nous avons 3 projets immobiliers en cours de construction ce qui explique la hausse du poste fournisseur et créanciers.

7.4. Compte régulation du passif

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Cotisations perçues d'avance (continuation d'assurance)	15'077.15	2'416.20
Passifs transitoires	483'896.02	674'934.47
Total compte régulation du passif	498'973.17	677'350.67

Le passif transitoire est constitué principalement de frais à payer, versé en début de l'exercice 2016. Les montants principaux de ce poste sont la cotisation au fonds de garantie de CHF 180'282.40, les frais de révision pour CHF 28'000.--, les commissions de gestion du 4^{ème} trimestre pour un montant de 91'701.-- ainsi que les vacations 2016 du conseil de fondation de CHF 45'497.--.



7.5. Frais d'administration

7.5.1. Salaire et charges sociales

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Salaires	775'823.35	769'139.62
Charges sociales	157'440.75	132'333.96
Salaires et charges sociales	933'264.10	901'473.58

L'augmentation des charges sociales s'explique par l'augmentation de la prime IJ Maladie en 2016 (changement de caisse dès le 01.01.2017) et par le fait que nous avons reçu une participation au bénéfice de l'assureur maladie en 2015 de Fr. 12'466.35.

7.5.2. Frais d'administration

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Frais de bureau	76'807.06	84'752.31
Frais de locaux et équipements	352'589.05	346'294.00
Amortissement mobilier/équipements	896.78	9'032.55
Frais de bureau et équipement	430'292.89	440'078.86

7.5.3. Frais des organes

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Frais de conseil	107'784.45	102'545.60
Frais de contrôle et de révision	53'562.80	54'784.00
Autorité de surveillance	7'358.55	16'716.00
Frais des organes de PRESV	168'705.80	174'045.60

La baisse des frais des organes provient du fait que nous avons eu moins d'études spécifiques de la part de notre actuaire. Les frais de l'autorité de surveillance ont diminué du fait que nous avons reçu une rétrocession exceptionnelle sur l'émolument 2012 et 2013 de la part de la Haute Surveillance.

7.5.4. Imputations des frais d'administration

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Imputation pour l'administration des immeubles	-248'722.40	-128'298.05
Imputation pour l'administration de RETASV	-256'738.00	-246'248.00
Total des imputations	-505'460.40	-374'546.05
Total frais d'administration caisse de pension	1'026'802.39	1'141'051.99



Les salaires liés à la gestion immobilière ont été calculés sur la base des taux du marchés de 4% et non plus à 2% comme en 2015. Ils sont imputés dans le résultat des immeubles.

Les frais administratifs représentent le 0.08% du bilan et environ CHF 120.-- par dossier géré.

7.6 Autre Produits

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Facturation des retraits pour logement	14'859.65	10'119.72
Gains / Pertes sur prestation	40'357.83	223'317.85
Intérêts moratoires facturés aux membres	-	8'574.31
Total des autres produits	55'217.48	242'011.88

Il est facturé 0.33% du montant du retrait pour le logement et les frais effectifs. Lors d'un décès d'un assuré célibataire, sans enfants, la moitié du capital décès reste acquis à la caisse. Des intérêts moratoires sont facturés aux membres lors d'un retard de paiement des acomptes.

7.7 Autres Frais

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Intérêts moratoires sur sortie	-54'580.45	-84'649.80
Intérêts du placement RETASV	-399'847.00	-515'537.00
Total des autres frais	-454'427.45	-600'186.80

Lors d'une sortie d'un assuré des intérêts moratoires sont ajoutés à la prestation de sortie pour un paiement différé. Nos efforts de sensibilisation de nos membres employeurs sur l'importance d'obtenir les documents le plus rapidement possible après la sortie d'un assuré porte ses fruits. Les placements de RETASV en cours d'année sont rémunérés au taux minimum LPP de 1.25%.

8 Demandes de l'autorité de surveillance

Nous avons répondu aux demandes spécifiques de l'Autorité de Surveillance du 7.9.2016 en date du 06.03.2017.

9 Autres informations relatives à la situation financière

9.1 Opérations particulières et transactions sur la fortune

Pas de procédure spéciale en cours.

9.2 Contentieux en cours

La procédure contre les anciens gérants de la Fondation Hypotheka est toujours en cours. Me Rebord défend nos intérêts. Le 20.12.2016 le prêt de CHF 1'000'000.-- 3.5% Lausanne a intégralement été remboursé.

10 Evénements postérieurs à la date du bilan

Néant.



Au Conseil de fondation de
PRESV
fondation de prévoyance
du secteur valaisan de la santé
Sierre

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de l'institution de prévoyance du personnel PRESV, fondation de prévoyance du secteur valaisan de la santé, comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe pour l'exercice 2016 arrêté au 31 décembre 2016.

Responsabilité du Conseil de fondation

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements, incombe au Conseil de fondation. Cette responsabilité comprend l'organisation, la mise en place et le maintien d'un contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil de fondation est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'expert en matière de prévoyance professionnelle

Le Conseil de fondation désigne pour la vérification, en plus de l'organe de révision, un expert en matière de prévoyance professionnelle. Ce dernier examine périodiquement si l'institution de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales. Les provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels se calculent sur la base du rapport actuel de l'expert en matière de prévoyance professionnelle au sens de l'art. 52^e, al. 1, LPP en relation avec l'art. 48 OPP 2.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément aux prescriptions légales et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit de façon à obtenir raisonnablement l'assurance que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de contrôles en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées et du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.



Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016 sont conformes à la loi suisse, à l'acte de fondation et aux règlements.

Rapport sur d'autres dispositions légales et réglementaires

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales relatives à l'agrément (art. 52b LPP) et à l'indépendance (art. 34 OPP 2) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Nous avons également procédé aux vérifications prescrites aux art. 52c, al. 1, LPP et 35 OPP 2. Le Conseil de fondation répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions statutaires et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements.

Nous avons vérifié:

- si l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires, et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution;
- si les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires;
- si les comptes de vieillesse étaient conformes aux dispositions légales;
- si les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté ainsi que la déclaration des liens d'intérêts étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême;
- si les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance;
- si les opérations avec des proches qui nous ont été annoncées garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Les limites réglementaires applicables aux placements en placements alternatifs ont été dépassées durant l'exercice sous revue et n'étaient pas non plus respectées à la date de clôture du bilan (voir les explications chiffre 6 dans l'annexe aux comptes annuels).

Nous attestons que les dispositions légales, statutaires et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées, à l'exception des conséquences de la situation exposée au paragraphe précédent, relative aux placements.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentés.

SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE WIDAR SA

Armin Zumtaugwald
Expert-réviser agréé
Réviser responsable

Yann Stucky
Expert-réviser agréé

Brigue-Glis, le 12 mai 2017



Inhaltsverzeichnis

Vorwort	2
Bericht der Anlagenkommission	3 - 4
Fundo (siehe französische Version)	
Betriebsrechnung & Bilanz gemäss FER26-Richtlinien	5 - 7
Anhang gemäss FER26-Richtlinien	8 – 25
Bericht der Kontrollstelle	26 - 27



Jahresbericht 2016

Geopolitische Überraschungen und deren Auswirkungen auf unsere Anlagen

Das Jahr 2016 war von zahlreichen politischen Grossereignissen geprägt. Die Vorhersagen der Forschungsinstitute in Bezug auf eine wirtschaftliche Erholung trafen nicht ein. Die erste grosse Überraschung war die Abstimmung zum Brexit vom Juni 2016, welche kurzfristig einen Börsencrash ausgelöst hat, der aber in der 2. Jahreshälfte wieder kompensiert wurde. Die zweite Überraschung war die Wahl von Donald Trump als Präsident der Vereinigten Staaten. Obwohl dieses Szenario an der Börse als sehr unwahrscheinlich galt, war der Trump Effekt überraschend und seitdem stieg die amerikanische Börse kontinuierlich an. Solche irrationalen und unvorhersehbaren Ereignisse zu antizipieren ist unmöglich. Es ist umso wichtiger einen kühlen Kopf zu bewahren um nicht in Panik zu geraten und mit Disziplin die definierte Anlagestrategie weiter zu verfolgen. Wir danken den Mitgliedern der Anlagekommission, welche während dem ganzen Jahr sehr professionell unsere Anlagen verwalten.

Auswirkungen der Negativzinsen

Obwohl wir Verständnis haben, dass die SNB die Exportindustrie, als auch unseren Tourismus zu stärken, indem mehrmals versucht wurde die Währung abzuschwächen. Nicht desto Trotz ist die Einführung der Negativzinsen eine grosse Herausforderung für die Pensionskassen, welche sich etwas vernachlässigt fühlen. Heute ist die Liquidität mit Kosten verbunden und die Obligationen, welche negative Renditen aufweisen, sind nicht mehr attraktiv. Die institutionellen Anleger mussten diese Anlagekategorien stark reduzieren und nach neuen, unkorrelierten Renditen zu den Aktien suchen und somit in weniger liquide Sektoren, wie beispielsweise den Immobilien, oder auch riskanteren Anlagen wie beispielsweise den Hedge Funds oder Produkten von Versicherungsabdeckungen investieren. Der massive Geldanstieg in diesen Sektoren führt zu Blasen, welche früher oder später platzen werden und wird so einen Einfluss auf die Renditen dieser Anlageklassen haben werden und somit jährlich abnehmen werden. Ein Blick in unsere Städte zeigt, dass viele Liegenschaften in nicht adäquaten Lagen erstellt wurden. Dies führt zu einem grossen Druck auf die Immobilienrenditen. Diese werden in den nächsten Jahren bestimmt noch weiter sinken. In diesem Umfeld befinden sich die Pensionskassen als einzige Organisation, welche eine Rendite (1.25% im 2016) garantieren müssen und so vermehrt Schwierigkeiten haben werden ihr Mandat auszuführen.

Positionierung unserer Stiftung

Unsere Stiftung spielt eine Vorreiterrolle bei den schweizerischen Pensionskassen, indem sie die Baisse der erwarteten Rendite antizipiert hat und den technischen Zinssatz auf 1.5% gesenkt hat. Trotz dieser Senkung gewährt PRESV immer noch einen ausserordentlichen Umwandlungssatz von 6.9%, welcher jährlich hohe Kosten mit sich bringt, welche jedoch bekannt und berechenbar sind. Zudem bewerten wir unsere Liegenschaften vorsichtig und diszipliniert indem wir jährlich unsere Valorisierungstabelle anwenden, welche bei 5% beginnt. Die negative Auswirkung auf die Rendite unserer direkten Immobilienanlagen der letzten Jahre ist hoch, da unsere neuen Liegenschaften, welche eine Rendite von knapp 4%, aufweisen ab dem ersten Jahr zu 20% abgewertet werden. Falls wir in Zukunft zu viele Leerstände haben, könnten wir unsere Mieten nach unten anpassen, indem wir unsere Valorisierungstabelle anpassen ohne Auswirkungen auf unsere Bilanz. Trotz dieser vorsichtigen und verantwortungsvollen Positionierung, welche eine nicht zu unterschätzende Auswirkung auf die Performance der letzten Jahre hatte verfügt unsere Stiftung über einen Deckungsgrad von 110.21%. Dieser Wert liegt im Schweizer Durchschnitt vergleichbarer Pensionskassen.

Verwaltung

Dieses Jahr haben wir zum Jahresende einen Grossteil der Mitglieder des Stiftungsrates erneuert. Um die Proportionalität in unserem Stiftungsrat zu respektieren wurden 2 zusätzliche Vertreter der SMZ und der Altersheime ab 2017 in den Stiftungsrat gewählt. Wir möchten allen Mitglieder für die geleistete Arbeit in den letzten Jahren danken. Unser Dank geht ebenfalls an das Personal der PRESV welches alles daran setzt um den Anforderungen der Pensionskassen gerecht zu werden.

Der Präsident :

Hugo Burgener

Der Direktor :

Christian Zufferey

Das Jahr 2016 war von zwei Entwicklungsabschnitten gekennzeichnet, zunächst von einer Konjunkturschwäche, auf die eine Beschleunigung des Wachstums folgte. Zudem gab es 2016 einige politische Überraschungen, darunter die Entscheidung Grossbritanniens, sich von der Europäischen Union zu lösen, und die Wahl von Donald Trump zum Präsidenten der USA.

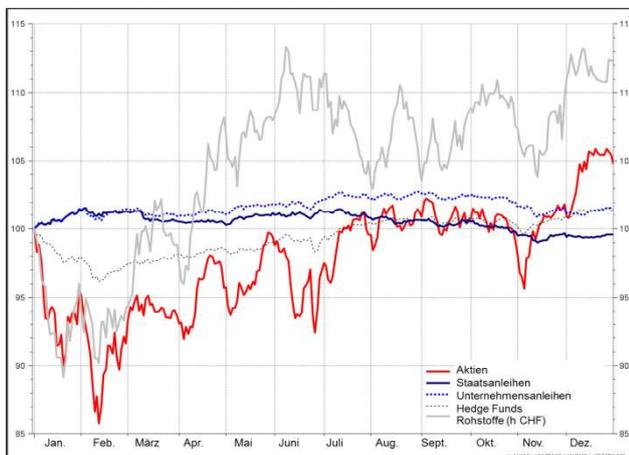
Markante Diskrepanzen zwischen den Regionen

Das ganze Jahr über waren starke Nervosität an den Märkten und bedeutende Diskrepanzen zwischen den verschiedenen weltweiten Finanzplätzen zu verzeichnen. Die politischen Turbulenzen, die Ungewissheit über die chinesische Wirtschaft und Befürchtungen im Hinblick auf Deflationsdruck haben den Zentralbanken ermöglicht, an ihrer akkommodierenden Geldpolitik festzuhalten. Der Jahresbeginn war besonders volatil mit einem massiven Einbruch der Börsen (-10.44%) im Februar, auf den noch im selben Monat die stärkste Hausse des Jahres folgte (+8.97%). Insgesamt schlossen die weltweiten Börsen das Jahr mit einem Plus von 10.02% (CHF), was vor allem von den USA (11.90%) und den Schwellenländern (12.81%) getragen wurde. Schweizer Aktien verzeichneten eine Performance von -1.41% gegenüber 4.95% für die Eurozone.

Anhaltend niedrige Zinsen

Obwohl das Jahr unter besseren Vorzeichen endete als es begann, bleiben die Risiken bestehen. Der Deflationsdruck hat nachgelassen, aber ein Anziehen der Inflation liegt noch in weiter Ferne. Die Zentralbanken haben daher ihre Leitzinsen niedrig gelassen. In Europa hielten die Anleihskaufprogramme auf den Märkten (quantitative Lockerung) an. Und auch die Schweizerische Nationalbank (SNB) schritt das ganze Jahr über ein, um eine zu starke Aufwertung des Franken zu verhindern. In der Finanzwelt profitierten die wenig attraktiven Anleihen dennoch bis zum 3. Quartal vom unerwarteten Anhalten des Rückgangs der langfristigen Renditen.

Performance der Finanzmärkte



Ab Juli zogen die Zinssätze hingegen an, insbesondere in den USA, und machten einen guten Teil der positiven Wertentwicklungen von Staatsanleihen wieder zunichte.

Ein gestörtes Wachstum

Das Weltwirtschaftswachstum dürfte dieses Jahr bei 3,1% liegen. Die Turbulenzen spiegeln nicht nur die Komplexität der Finanzmärkte wider, sondern auch die politischen und sozialen Probleme der Welt von heute.

Im 1. Quartal 2016 litten die USA, insbesondere ihr Industriesektor, unter den Nachwirkungen der Aufwertung des Dollars, die zu einer Abschwächung der Weltkonjunktur geführt hat. In der zweiten Jahreshälfte haben die gute Verfassung des Arbeitsmarktes und damit die Einkommen der Privathaushalte dem Konsum, dem Eckpfeiler der amerikanischen Konjunktur, Auftrieb verliehen. Die Verbesserung der Wirtschaftslage hat die FED letztendlich veranlasst, ihren Leitzins im Dezember zum zweiten Mal in zehn Jahren um einen viertel Prozentpunkt anzuheben.

Nach einem florierenden Jahresbeginn mit einem Wachstum von 0,60% wurde die Eurozone von der Entscheidung Grossbritanniens, die Europäische Union zu verlassen (Brexit), in Mitleidenschaft gezogen. Im Frühjahr leisteten die geldpolitischen Anreize der Europäischen Zentralbank (EZB) gute Unterstützung für die Märkte. Die politische Instabilität Europas belastet hingegen weiterhin das Verbrauchervertrauen, was sich im wenig überzeugenden Börsenhandel widerspiegelt.

Für die Schweizer Wirtschaft setzte sich zu Jahresbeginn die Flaute von 2015 fort. Die Auswirkungen des starken Franken und die weltweite Konjunkturschwäche lasteten auf der Schweiz. Seit Ende des Frühjahres haben sich die Aussichten mit einem Anstieg der Produktion und einem Anziehen der Exporte verbessert. Das BIP-Wachstum dürfte letztendlich bei 1,5% liegen.

In China litt die Industrie zu Jahresbeginn unter Überkapazitäten in der Produktion. Die von der Regierung ergriffenen Konjunkturmassnahmen (massiver Rückgriff auf Kredite, Senkung der Zinsen und Erhöhung der Staatsschulden) haben die Schwäche der Industrie abgefedert. Die Schwellenländer schliessen das Jahr im Plus, was dem Anstieg der Ölpreise und der Abwertung ihrer lokalen Währungen zu verdanken ist.

Zu Jahresbeginn hat der anhaltende Rückgang der Rohstoffpreise den Druck auf Industrieprodukte zugespitzt, was die weltweiten Deflationsängste schürte. Im zweiten Halbjahr bewirkte das Anziehen der Weltkonjunktur jedoch einen Anstieg der Ölpreise und minderte den Deflationsdruck. Hierdurch erhält das Weltwirtschaftswachstum letztendlich freundlichere Züge.

2017 könnte der weltweite Konjunkturaufschwung durch eine Reihe von Risiken gefährdet werden. Das Wachstum wird weiterhin von verschiedenen Problemen behindert (Überschuldung, Überkapazitäten) sowie durch den Widerstand gegen Wandel, der in den politischen Ergebnissen mehrerer Länder zum Ausdruck kommt. Das Wachstum der Weltwirtschaft dürfte weiterhin bei etwa 3,3% liegen. Es dürfte in den Schwellenländern kräftiger ausfallen (4,5%) als in den Industrieländern. Die Wachstumsrate wird 2017 von entscheidenden Faktoren abhängen, etwa vom US-Arbeitsmarkt, von der Konjunkturschwäche Chinas, dem Vertrauen in Europa und den Haushaltspolitiken.

Gedämpfter Deflationsdruck

Das moderate Wachstum und der Anstieg der Rohstoffpreise dürften den Deflationsdruck dämpfen. Die Bedingungen für eine Rückkehr der Inflation sind noch nicht alle erfüllt, wenngleich in den USA und in Japan derzeit Vollbeschäftigung gegeben ist. Die Zentralbanken werden an ihren akkommodierenden Geldpolitiken festhalten. Die FED wird ihre Zinsen allmählich anheben, während die anderen Währungshüter sie auf historisch niedrigen Niveaus halten werden, um ihre Wirtschaft zu stützen.

Wachstum auf gutem Weg

In der Eurozone könnte das Wirtschaftswachstum 2017 auf 1,4% nachgeben. Die konkreten Konsequenzen des «Brexit» werden sich einstellen. Die politischen Turbulenzen und Ungewissheiten (Wahlen in Frankreich und Deutschland) werden Investitionen und das Geschäftsklima belasten. Zudem werden der Anstieg der Ölpreise und der Deflationsdruck die Wirtschaft auf die Probe stellen.

In den USA dürfte die Wirtschaft um etwa 2% wachsen. Der Konsum wird sich gut halten, und es werden fiskalische Anreize zur Ankurbelung der Wirtschaft umgesetzt. Die Inflation dürfte sich über 2% halten und die Arbeitslosigkeit gering bleiben. Die zahlreichen von Donald Trump während des Präsidentschaftswahlkampfes gemachten Versprechen wecken viele Erwartungen, sorgen aber auch für Ungewissheiten, die diese Aufheiterung trüben könnten.

In China deuten die meisten Indikatoren dank der Haushaltsmassnahmen zur Ankurbelung der Wirtschaft auf eine Verbesserung der Lage hin. Ein zu starker Dollar oder ein Kontrollverlust der chinesischen Regierung im Umgang mit der Konjunkturschwäche könnten sich auf das Wachstum des Landes niederschlagen.

Für die Schweiz dürfte 2017 dem Jahr 2016 ähneln, geprägt von der Bestätigung des anziehenden Konsums der Privathaushalte und Produktivitätssteigerungen. Die EUR/CHF-Parität wird die Triebkraft für die Wirtschaft des Landes sein oder aber auch nicht. Das Wachstum könnte sich der 1,5%-Marke nähern.

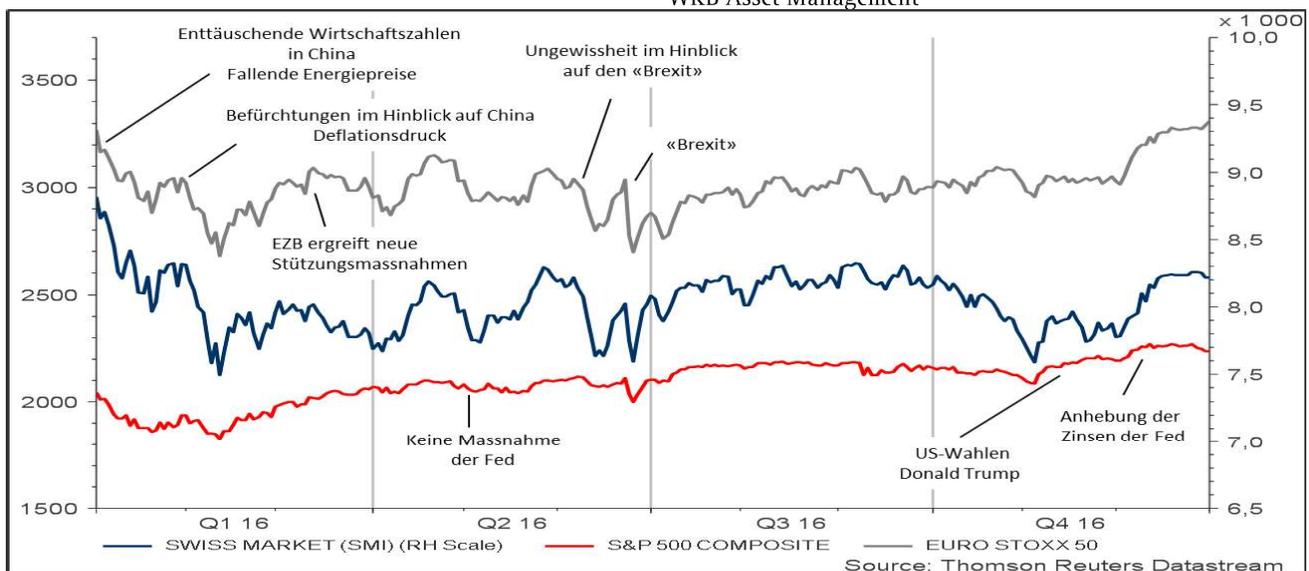
Instabilere Börsenmärkte

Ein moderater und unregelmässiger Anstieg dürfte 2017 die Entwicklung an den Börsenmärkten kennzeichnen. Einerseits wird das Anziehen der Konjunktur und die Abschwächung des Deflationsdrucks das Gewinnwachstum der Unternehmen fördern, andererseits wird das Wachstum zurückhaltend oder ungewiss sein. Hinzu kommen die politischen Ungewissheiten auf beiden Seiten des Atlantiks. Man sollte daher flexibel bleiben, ohne dabei unüberlegte Risiken einzugehen.

Für Anlagen in Anleihen bleiben die Aussichten trübe. Ihre Renditen sind nicht nur sehr niedrig, sondern könnten sogar noch weiter an Boden verlieren.

Sitten, 31. Dezember 2016
WKB Asset Management

Entwicklung des Aktienmarktes





Betriebsrechnung gemäss FER26

		31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Ordentliche und übrige Beiträge und Einlagen		81'223'494.75	78'573'376.20
Beiträge Arbeitnehmer (Sparbeiträge)	52	24'866'291.30	23'957'038.70
Beiträge Arbeitgeber (Sparbeiträge)	52	33'960'846.55	34'038'075.40
Beiträge von Dritten (Sparbeiträge)		2'464'765.65	1'134'823.70
Zusätzliche Beiträge Arbeitnehmer (Risiko)		7'435'526.90	7'163'689.25
Zusätzliche Beiträge Arbeitgeber (Risiko und Spesen)		7'435'526.90	7'163'689.25
Einmaleinlagen und Einkaufsummen		5'060'537.45	5'116'059.90
Eintrittsleistungen		45'525'068.41	30'314'457.20
Freizügigkeitseinlagen	52	40'872'118.11	28'813'613.11
Einlagen für Reserven von Rentnerübernahmen		1'886'383.00	-
Rückzahlungen WEF-Vorbezüge / Scheidung	52	2'766'567.30	1'500'844.09
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen		126'748'563.16	108'887'833.40
Reglementarische Leistungen		-31'482'648.30	-23'077'709.07
Altersrenten		-13'104'521.45	-11'374'219.85
Hinterlassenenrenten		-1'339'471.05	-1'341'002.70
Invalidenrenten		-4'012'620.65	-4'011'799.35
Übrige reglementarische Leistungen		-1'171'381.05	-1'134'823.70
Kapitalleistungen bei Pensionierung		-11'214'622.95	-4'377'446.65
Kapitalleistungen bei Tod und Invalidität		-640'031.15	-838'416.82
Austrittsleistungen		-38'251'033.74	-41'322'722.97
Freizügigkeitsleistungen bei Austritt	52	-34'359'867.29	-38'588'162.68
Vorbezüge WEF / Scheidung	52	-3'891'166.45	-2'734'560.29
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge		-69'733'682.04	-64'400'432.04
Bildung Vorsorgekapitalien, technische Rückstellungen und Beitragsreserven		-64'142'820.10	-88'258'354.08
Bildung Vorsorgekapital Aktive Versicherte	52	-36'268'622.57	-20'542'216.29
Aufwand / Ertrag aus Teilliquidation	5x	-	-
Bildung Vorsorgekapital Rentner	54	-26'400'852.95	-56'081'050.50
Auflösung/Bildung technische Rückstellungen	55	7'786'186.77	747'179.16
Verzinsung der Sparkapitalien	52	-9'259'531.35	-12'382'266.45
Ertrag aus Versicherungsleistungen		510'696.40	137'677.10
Versicherungsleistungen		510'696.40	137'677.10
Versicherungsaufwand		-6'379'910.17	-6'248'543.95
Versicherungsprämien		-6'190'381.55	-6'068'261.55
Beiträge an Sicherheitsfonds		-189'528.62	-180'282.40
Netto-Ergebnis aus dem Versicherungsteil		-12'997'152.75	-49'881'819.57

* 2016 korrigiert

(*) im Jahre 2015 wurden die Reserven für die Altersrenten von CHF 27'474'588.37 im Posten der Freizügigkeitsleistungen per Austritt zusammengefasst anstatt bei den Vorsorgekapitalien der Rentner. Dies hat aber keinen Einfluss auf das Endresultat. Damit die Jahre verglichen werden können wurde dies im Jahresbericht 2016 korrigiert. Der Anhang bleibt unverändert.



		31.12.2016	31.12.2015
		CHF	CHF
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlage		34'970'062.81	7'371'317.94
Flüssige Mittel und Bankguthaben	64	-29'668.00	-392'416.39
Verträge auf Terminwährungen	64	721'952.00	-
Obligationen und Festgeldanlagen in CHF	64	6'870'037.51	428'183.33
Obligationen in Fremdwährung	64	4'331'110.06	-2'505'796.14
Aktien Schweiz	64	1'661'860.43	7'113'674.57
Aktien Ausland	64	12'364'010.00	347'032.22
Direkte Immobilienanlagen	64	-211'921.00	-336'604.16
Immobilienfonds CH	64	13'944'921.62	9'501'548.40
Immobilienfonds Ausland	64	4'649'438.04	1'612'542.77
Alternativanlagen	64	493'820.56	477'447.65
Hypotheken		24'196.32	37'916.65
Mobilien und Einrichtung		-9'849'694.74	-8'912'210.96
Sonstiger Ertrag	7.6	55'217.48	242'011.88
Ertrag aus erbrachten Dienstleistungen		55'217.48	242'011.88
Sonstiger Aufwand	7.7	-454'427.45	-600'186.80
Zinsen der RETASV-Anlage		-399'847.00	-515'537.00
Verzugszinsen auf Leistungen		-54'580.45	-84'649.80
Verwaltungsaufwand	7.5	-1'026'802.39	-1'141'051.99
Verwaltungsaufwand		-1'026'802.39	-1'141'051.99
Ertragsüberschuss vor Bildung Wertschwankungsreserve		20'546'897.70	-44'009'728.54
Bildung/Auflösung Wertschwankungsreserve	62	-20'546'897.70	44'009'728.54
Aufwandüberschuss (-) / Ertragsüberschuss		-	-



Bilanz gemäss FER26

AKTIVEN

		31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Vermögensanlagen		1'264'179'348.53	1'178'007'575.54
Flüssige Mittel und Bankguthaben	6	11'976'822.09	4'235'574.27
Debitoren	6	5'712'041.00	2'226'815.42
Obligationen und Festgeldanlagen in CHF	6	234'360'908.53	239'588'460.21
Obligationen in Fremdwährung	6	112'641'035.90	111'008'519.47
Aktien Schweiz	6	150'820'057.91	148'890'289.78
Aktien Ausland	6	182'028'428.32	160'815'735.59
Direkte Immobilienanlagen	6	134'824'960.00	126'291'291.30
Immobilienfonds CH	6	161'987'224.32	159'895'466.18
Immobilienfonds Ausland	6	43'507'142.39	41'169'268.16
Alternativanlagen	6	193'719'107.66	168'083'463.90
Hypotheken	6	10'496'364.40	11'251'992.80
Anlagen und Darlehen beim Arbeitgeber	6	22'102'207.40	4'546'528.35
Mobilien und Einrichtung	6	3'048.60	4'170.10
Aktive Rechnungsabgrenzung	7	6'973'762.76	6'546'608.51
Total Aktiven		1'271'153'111.29	1'184'554'184.05

PASSIVEN

		31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Verbindlichkeiten		42'668'673.27	40'581'086.31
Freizügigkeitsleistungen und Renten	7.3	6'622'491.70	8'485'145.44
Andere Verbindlichkeiten	7.3	36'046'181.57	32'095'940.87
Passive Rechnungsabgrenzung	7.4	498'973.17	677'350.67
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen		1'114'183'039.92	1'050'040'219.82
Vorsorgekapital Aktive Versicherte	5.2	801'585'315.64	756'057'161.72
Vorsorgekapital Rentner	5.4	303'510'618.10	277'109'765.15
Technische Rückstellungen	5.5	9'087'106.18	16'873'292.95
Wertschwankungsreserve	5.6	113'792'424.92	93'245'527.25
Stiftungskapital / Freie Mittel	5.6	10'000.00	10'000.00
Stand zu Beginn der Periode		10'000.00	10'000.00
Total Passiven		1'271'153'111.29	1'184'554'184.05



Anhang gemäss FER26

1 Grundlagen und Organisation

1.1 Rechtsform und Zweck

PRESV ist eine teilautonome, privatrechtliche Stiftung. Sie bezweckt die Durchführung der Vorsorge ihrer Mitglieder im Alter, bei Invalidität und bei Tod im Sinne des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge.

1.2 Registrierung BVG und Sicherheitsfonds

PRESV ist im Register der beruflichen Vorsorge eingetragen und ist dem Sicherheitsfonds BVG unterstellt.

1.3 Angabe der Urkunde und Reglemente

	Verabschiedet	Letzte Revision
Stiftungsurkunde & Statuten	13.04.1984	07.11.2014
Vorsorgereglement	01.01.1985	12.12.2013
Reglement WEF-Vorbezüge	01.01.1995	
Anlagereglement	16.12.1996	04.02.2015
- Asset Allocation	16.12.1996	22.09.2016
- Richtlinien Alternativanlagen	Juni 2003	04.02.2015
Reglement Teilliquidation	07.11.2007	
Reglement für die versicherungstechn. Passiven	01.01.2011	13.12.2012
Reglement Gewährung von Hypothekendarlehen	10.05.2007	08.05.2008
Organisationsreglement	09.05.2012	15.12.2016
Letzte versicherungstechnische Expertise	31.12.2013	

1.4 Paritätisches Führungsorgan / Zeichnungsberechtigung

		<u>Amts</u>dauer	<u>Vertreter</u>
<u>Präsident</u>			
Hugo Burgener	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitgeber
<u>Vizepräsident</u>			
De Preux Alain	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitgeber
<u>Mitglieder</u>			
Marcoz Sabine	Spital Wallis	bis 31.7.2016	Arbeitnehmer
Tissières Bernard	Gewerkschaftsvertreter	4 Jahre	Arbeitnehmer
Hugo Olivier	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitnehmer
Buchard Jean-Marc	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitnehmer
Miserez Larpin Virginie	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitnehmer
Borter Ernst	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitnehmer
Venez Reinhard	Vertreter der Altersheime	4 Jahre	Arbeitnehmer
Ambord Kilian	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitgeber
Schwery Nathalie	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitgeber
Favre Marc-Henri	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitgeber
Vouillamoz Valérie	Vertreterin Soz.med. Zentren	4 Jahre	Arbeitgeber
Chambovay Olivier	Spital Wallis	4 Jahre	Arbeitgeber



Folgende Personen sind für die PRESV-Stiftung zeichnungsberechtigt (Kollektivunterschrift zu zweien):

- Zufferey Christian, Sekretär
- Burgener Hugo, Präsident
- De Preux Alain, Vizepräsident

PRESV
Postfach 771
3960 Sierre

Tel. 027/452.35.50
Fax. 027/452.35.51
www.presv.ch

Mail: admin@presv.ch

1.5 Experten, Revisionsstelle, Berater, Aufsichtsbehörde

Experte für die berufliche Vorsorge

Mercer (Switzerland) SA
Allea SA

Hr. Steiger Christophe bis 03.11.2016
Hr. Steiger Christophe ab 03.11.2016

Kontrollstelle

WIDAR Treuhand AG, Brig-Glis

Hr. Zumtaugwald Armin

Anlagekommission

PRESV - Präsident
Spital Wallis, Verantwortlicher Buchhaltung
Spital Wallis, Buchhaltung
Präsident Gemeinde Martinach

Hr. Burgener Hugo
Hr. Hugo Olivier
Hr. Buchard Jean-Marc
Hr. Favre Marc-Henri

Verwaltung

PRESV - Direktor
Berichterstatter

Hr. Zufferey Christian
Hr. Crettaz Jean-Yves

Berater

UBS Asset Management
CS Asset Management
BCVs Asset Management
Key Investment Services

Hr. Barras Philippe
Hr. Waser Christian
Hr. Zufferey Cédric
Hr. Wuthrich William und Hr. Augustin André

Liegenschaftskommission

Spital Wallis
Spital Wallis
Seniorenzentrum Naters, Direktor
Walliser Vereinigung der SMZ
Architekt, beratende Stimme
PRESV, Direktor
PRESV, Stv. Direktorin

Hr. de Preux Alain
Hr. Borter Ernst
Hr. Venetz Reinhard
Frau Vouillamoz Valérie
Hr. Papon Eric
Hr. Zufferey Christian
Frau Lambrigger Sandra

Personalkommission

Präsident PRESV - Stiftungsrat
Spital Wallis
Spital Wallis
Interprofessionelle christliche Gewerkschaft
PRESV, Direktor

Hr. Burgener Hugo
Frau Schwery Nathalie
Frau Marcoz Sabine bis 31.7.2016
Hr. Tissières Bernard
Hr. Zufferey Christian

Aufsichtsbehörde

Westschweizer Aufsichtsbehörde
Ref. Nr. 304018



1.6 Angeschlossene Arbeitgeber

	31.12.2016	31.12.2015
	Aktiven	Aktiven
Spital Wallis	5029	4854
SMZ	638	584
Alters- und Pflegeheime	1332	1257
PRESV	12	12
Andere	319	391
Total	7330	7101
wovon unter 25 jährig	395	377
Versicherte, reglementarische Lohnmasse	500'578'169.65	491'326'174.20

2 Aktive Mitglieder und Rentner

2.1 Aktive Mitglieder

	31.12.2016	31.12.2015
	Aktiven	Aktiven
Männer	1514	1449
Frauen	5816	5652
Total	7330	7101

2.2 Rentenbezüger

	31.12.2016	31.12.2015
	Rentner	Rentner
Altersrentner	807	716
Pensionierten-Kinderrenten	9	11
Invalidenrentner	241	236
Invaliden-Kinderrenten	81	71
Witwen-/Witwerrenten	86	80
Waisen	35	34
Total	1'259	1'148

Der Gesamtbetrag der obigen Renten beläuft sich auf CHF 19'680'181.70.



3 Art der Umsetzung des Zwecks

3.1 Erläuterung des Vorsorgeplans

Das Leistungsprimat wird für die Risikoleistungen angewendet, für die Altersleistungen kommt das Beitragsprimat zur Anwendung.

3.2 Finanzierung, Finanzierungsmethode

Die Gesamtbeiträge belaufen sich auf 14.5%, wovon 6% vom Arbeitnehmer und 8.5% vom Arbeitgeber übernommen werden. Der Arbeitnehmer zahlt 4.5% Spar- und 1.5% Risikobeiträge, der Arbeitgeber bezahlt 7% Spar- und 1.5% Risiko- und Spesenanteil. Die Versicherten können zwischen dem Basisplan und dem Maxiplan auswählen. Beim Maxiplan werden 2.5% mehr Sparbeiträge geleistet.

Wir wenden für die Berechnung der Rentnerreserven einen technischen Zinssatz von 1.5% an.

3.3 Weitere Informationen zur Vorsorgetätigkeit

Seit dem 1. Januar 2005, verwaltet PRESV die RETASV (Stiftung für die Vorpensionierung des Walliser Gesundheitssektors).

4 Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze, Stetigkeit

4.1 Änderung von Grundsätzen bei Bewertung, Buchführung und Rechnungslegung

Die Immobilienbewertung basiert auf dem Ertragswert unter Berücksichtigung des Alters der Immobilien. Der Rest der Aktiven wird zum Marktwert bewertet.

PRESV wendet für die Kontoführung die FER26-Richtlinien an.

5 Versicherungstechnische Risiken / Risikodeckung / Deckungsgrad

5.1 Art der Risikodeckung, Rückversicherungen

Mit Ausnahme des Todesfallkapitals, welches dem Altersguthaben entspricht, werden die Risiken Tod und Invalidität bei der Zurich Versicherung rückversichert. Die Prämie figuriert im Posten Versicherungsprämien.



5.2 Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben im Beitragsprimat

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Stand der Sparguthaben am 1. Januar	756'057'161.72	723'132'678.98
Sparbeiträge Arbeitnehmer	24'866'291.30	23'957'038.70
Sparbeiträge Arbeitgeber	33'960'846.55	34'038'075.40
Beitragsbefreiung (Invaliden)	1'171'381.35	n/a
Weitere Beiträge und Einlagen	1'293'384.60	6'245'819.80
Einmaleinlagen und Einkäufe	5'060'537.45	n/a
Freizügigkeitseinlagen	40'872'118.11	28'813'613.11
Einzahlung WEF-Vorbezüge / Scheidung	2'766'567.30	1'500'844.09
Freizügigkeitsleistungen bei Austritt	-34'359'867.29	-66'062'751.05
Vorbezüge WEF / Scheidung	-3'891'166.45	-2'734'560.29
Kapitalleistungen bei Pensionierung	-11'214'622.95	n/a
Kapitalleistungen bei Tod und Invalidität	-640'031.15	n/a
Auflösung infolge Pensionierung, Tod und Invalidität	-23'616'816.25	-5'215'863.47
Verzinsung des Sparkapitals	9'259'531.35	12'382'266.45
Bewegung während des Zeitraums	45'528'153.92	32'924'482.74
Total Vorsorgekapital Aktive Versicherte	801'585'315.64	756'057'161.72
Anzahl Sparkonten Aktive Versicherte (ab Alter 25)	6'935	6'724

Der Posten der Freizügigkeitsleistungen hat stark zugenommen, da per Ende Jahr 2016 ein neuer Arbeitgeber beigetreten ist und die Freizügigkeitsleistungen dieser Mitarbeiter uns per Ende 2016 überwiesen worden sind.

Wir stellen fest, dass die Pensionierungen zugenommen haben. Die Veränderung des Postens «Freizügigkeitsleistungen bei Austritt» erklärt sich dadurch, dass die Auflösung der Alterskapitalien im Posten «Auflösung infolge Pensionierung, Tod und Invalidität» befinden. Im Vorjahr waren diese im Posten Austritte beinhaltet.

5.3 Summe der Altersguthaben nach BVG

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Altersguthaben nach BVG (Schattenrechnung)	367'578'134.20	345'173'805.00
BVG Mindestzinssatz, vom Bundesrat festgelegt	1.25%	1.75%



5.4 Entwicklung des Deckungskapitals für Rentner

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Stand am 1. Januar	277'109'765.15	221'028'714.65
Sparkonti Neurentner	23'616'816.25	27'474'588.37
Zugeteilte Zinsen	4'136'291.95	3'339'895.40
Auflösung der Rückstellung für die Rentenzahlung	-19'489'923.75	-17'955'521.70
Gewinn aus Überversicherung	218'810.65	-124'672.00
Kosten(+) Gewinn(-) der Rückstellung am 31.12	17'918'857.85	43'346'760.43
Bewegung während des Zeitraums	26'400'852.95	56'081'050.50
Total mathematische Rückstellungen	303'510'618.10	277'109'765.15

5.5 Technische Grundlagen und andere versicherungstechnisch relevante Annahmen

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Rückstellung Änderung techn. Grundlagen per 01.01.	8'313'292.95	5'515'472.11
Auflösung Reserve Änderung der techn. Grundlagen	-5'278'186.77	-
Zuteilung des Jahres	-	2'797'820.84
Rückstellung Änderung techn. Grundlagen per 31.12.	3'035'106.18	8'313'292.95
Rückstellungen Risiken Tod und Invalidität per 01.01.	8'560'000.00	12'105'000.00
Auflösung der Rückstellung	-2'508'000.00	-3'545'000.00
Rückstellungen Risiken Tod & Invalidität per 31.12.	6'052'000.00	8'560'000.00
Gesamttotal der techn. Rückstellungen per 31.12.	9'087'106.18	16'873'292.95

Dieses Jahr haben wir die technische Grundlage 2015 angewendet. Die zurückgelegten Reserven in unserer Provision waren genügend und wir haben eine neue Provision für 2020 aufgestellt. Demzufolge wird diese jedes Jahr mit 0.5% der Altersguthaben der Rentner gespiesen.

Die technische Grundlage ab diesem Jahr ist demzufolge BVG2015. Da wir eine Rückversicherung haben, kann die technische Provision in den nächsten Jahren aufgelöst werden. Mit dem Einverständnis des Aktuars, wird diese Provision, die nur die ausstehenden Fälle betreffen, alle zwei Jahre durch zwei geteilt.

5.6 Deckungsgrad gemäss Artikel 44 BVV2

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen	1'114'183'039.92	1'050'040'219.82
Wertschwankungsreserve	113'792'424.92	93'245'527.25
Stiftungskapital, Freie Mittel	10'000.00	10'000.00
Mittel zur Deckung der reglmentar. Verpflichtungen	1'227'985'464.84	1'143'295'747.07
Deckungsgrad (Vermögen / zugeteilte Kapitalien)	110.21%	108.88%



6 Erläuterung der Vermögensanlage und des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

	Bilanzwert CHF	% des Ver- mögens	Asset allocation		Limite BVG %
			Min	Max	
Flüssige Mittel und Bankguthaben	17'688'863.09	1.39%	0.00%	15.00%	100.00%
A1-1 Kassa	283.05	0.00%			
A1-2 Postcheck	22'417.40	0.00%			
A1-3 Banken	11'954'121.64	0.94%			
A1-4 Debitoren	5'712'041.00	0.45%			
Obligationen und Festgeldanlagen in CHF	234'360'908.53	18.44%	10.00%	43.00%	100.00%
A2-1 Kassaobligationen bei Banken	PD 500'001.00	0.04%			
A2-2 Obligationen und Festgeldanlagen	PD 10'730'370.01	0.84%			
A2-3 Obligationen Ausländische Schuldner in CHF	PD 3'112'500.00	0.24%			
A2-4 AF Obligationen Schweiz	FP 220'018'037.52	17.31%			
Obligationen in Fremdwährung	112'641'035.90	8.86%	4.00%	10.00%	30.00%
A3-1 Oblig. Ausländische Schuldner in Fremdw.	PD 5'960'199.16	0.47%			
A3-2 AF Obligationen in Fremdwährung	FP 106'680'836.74	8.39%			
Aktien Schweiz	150'820'057.91	11.86%	5.00%	16.00%	50.00%
A5-1 Aktien Schweiz	PD 5'222'033.60	0.41%			
A5-2 AF Aktien Schweiz	FP 145'448'022.31	11.44%			
A5-2 Dauernde Beteiligung	PD 150'002.00	0.01%			
Aktien Ausland	182'028'428.32	14.32%	5.00%	20.00%	30.00%
A6-1 Aktien Ausland	PD 15'017.11	0.00%			
A6-2 AF Aktien Ausland	FP 182'013'411.22	14.32%			
Alternativanlagen	193'719'107.66	15.24%	0.00%	15.00%	15.00%
A7-1 Alternativ in CHF	PD 76'730'996.65	6.04%			
A7-2 Alternativ in Fremdwährung	FP 16'218'556.20	1.28%			
A7-3 Rohstoffe in Fremdwährung	4'931'051.72	0.39%			
A7-4 Private Equity	24'192'037.60	1.90%			
A7-5 Andere	71'646'465.49	5.64%			
Hypotheken	10'496'364.40	0.83%	0.00%	5.00%	50.00%
Immobilien	340'319'326.72	26.77%	10.00%	35.00%	30.00%
A10-1 Immobilien Direktanlagen (Investitionswert)	PD 169'808'614.17	13.36%			
A10-1 Immobilien Direktanlagen (Amortisation)	PD -34'983'654.17	-2.75%			
A10-1 Immobilien Direktanlagen (Bilanzwert)	134'824'960.00	10.61%			
A9 Anlagefonds Immobilien Schweiz	FP 161'987'224.32	12.74%			
A9 Anlagefonds Immobilien Ausland	FP 43'507'142.39	3.42%			
Anlagen und Darlehen beim Arbeitgeber	22'102'207.40	1.74%	0.00%	5.00%	5.00%
A11 Anlagen	PD 21'450'000.00	1.69%			
A11-1 Debitoren Mitglieder	PD 652'207.40	0.05%			
Mobilier und Einrichtung	3'048.60	0.00%	-	-	-
Total Vermögensanlagen	1'264'179'348.53	99.45%			
Aktive Rechnungsabgrenzung	6'973'762.76	0.55%			
Total Aktiven	1'271'153'111.29	100.00%			



Aufgrund einer ALM-Studie der Crédit Suisse und um den negativen Renditen der Obligationen entgegenzuwirken, hat unser Stiftungsrat in seiner Sitzung vom 22. September 2016 beschlossen, den Obligationenanteil zu senken und die maximale Limite bei den Immobilien auf 35% zu erhöhen. Es wurde somit von Art. 50, Abs. 4 BVV2 Gebrauch gemacht.

Die Überschreitung von 0.24% bei den Alternativanlagen betrifft die gemischten Anlagen, welche Anlagefonds betrifft, welche keine Alternativanlagen sind. Ohne diese Kategorie, belaufen sich die Alternativanlagen auf 14.46%.

6.1 Organisation der Anlagetätigkeit, Anlagereglement

Am Ende jedes Monats wird ein konsolidierter Bericht über die Limiten und erzielten Performance der verschiedenen Anlagekategorien erstellt und den Mitgliedern der Anlagekommission übermittelt. Ein Beschlussprotokoll wird bei jeder Sitzung geführt. Eine systematische Kontrolle bezgl. der Einhaltung der vom Stiftungsrat beschlossenen Limiten wird durch den Berichterstatter durchgeführt.

Sämtliche Dokumente stehen der Anlagekommission sowie den Mitgliedern des Stiftungsrates, Passwort geschützt, zur Verfügung.

6.2 Zielgrösse und Berechnung der Wertschwankungsreserve

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Stand der Wertschwankungsreserve am 1. Januar	93'245'527.24	137'255'255.79
Veränderung zulasten der Betriebsrechnung	20'546'897.70	-44'009'728.54
Wertschwankungsreserve gemäss Bilanz	113'792'424.94	93'245'527.24
Zielgrösse der Wertschwankungsreserve 17.1%	190'525'299.83	188'643'798.27
Reservedefizit bei der Wertschwankungsreserve	76'732'874.89	95'398'271.02

Nachdem die Crédit Suisse eine ALM-Studie bei unserer Sitzung vom 22. September 2016 präsentierte, hat sich der Stiftungsrat auf eine Zielgrösse der Wertschwankungsreserve von 17.1% gesprochen, welche gemäss unserer Anlagestrategie notwendig ist.

6.3 Laufende (offene) derivative Finanzinstrumente

	Verpflichtungen	Verpflichtungen
	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
<u>Fälligkeit Verträge</u>		
Verkauf 116 Call SMI 8600/ Juni 2016	9'512'000.00	9'976'000.00
Total offene derivative Finanzinstrumente	9'512'000.00	9'976'000.00

Ein Beschlussprotokoll bezgl. Kauf und Verkauf von EUREX-Optionen wird durch den Berichterstatter geführt. (Ebenfalls zugänglich für die Anlagekommission und den Stiftungsrat).



	Verpflichtungen 31.12.2016	Verpflichtungen 31.12.2015
	CHF	CHF
Termingeschäfte		
Verkauf EUR 20 Mio, Fälligkeit 23.03.2016	53'550'742.00	21'586'000.00
Verkauf USD 25 Mio, Fälligkeit 29.03.2016	25'273'596.00	-
Total Termingeschäfte	78'824'338.00	21'586'000.00

Eine Verpfändung von 10 Millionen zu Gunsten der Crédit Suisse und 5 Millionen zu Gunsten der Walliser Kantonalbank wurde für Derivatgeschäfte gewährt.

6.4 Ausübung des Wahlrechts

Seit einigen Jahren, übt die PRESV das Wahlrecht durch die ETHOS-Stiftung aus. Diese erzielte bereits ein paar Erfolge für eine ethischere Verwaltung und verantwortungsbewusstere Aktiengesellschaft.

Seit dem 1. Januar 2017 beteiligen wir uns ebenfalls am Ethos Engagement Pool International.

Die Liste der Schweizer Gesellschaften die wir in unserem Portfolio haben, sowie die Wahlentscheide bei den Generalversammlungen sind auf unserer Homepage www.presv.ch aufgelistet.

6.4.1 Erläuterung wesentlicher Bestandteile des Netto-Ergebnisses

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Nettoertrag flüssige Mittel in CHF	94.05	395.19
Nettoertrag flüssige Mittel in Fremdwährung	-29'762.05	-392'811.58
Saldo Ertrag auf die Devisenverträge	721'952.00	-
Ertrag Obligationen in CHF (TER korrigiert)	6'870'037.51	428'183.33
Ertrag Obligationen in Fremdwährung	4'331'110.06	-2'505'796.14
Ertrag Aktien Schweiz (TER korrigiert)	1'661'860.43	7'113'674.57
Ertrag Aktien Ausland (TER korrigiert)	12'364'010.00	347'032.22
Ertrag direkte Immobilienanlagen (nach Wertanpassung)	-211'921.00	-336'604.16
Ertrag Anlagefonds Immobilien	13'944'921.62	9'501'548.40
Ertrag Alternativenanlagen (TER korrigiert)	4'649'438.04	1'612'542.77
Ertrag Hypotheken (TER korrigiert)	493'820.56	477'447.65
Ertrag Darlehen an Mitglieder (Zinsen)	24'196.32	37'916.65
Bruttoertrag der Anlagen vor Spesen	44'819'757.55	16'283'528.89
Verwaltungskosten der Anlagen		
1. Ebene	-1'543'057.96	-1'045'284.64
Total TER-Kosten (Verwaltungs- & Depotgebühren)	-1'188'636.35	-791'333.81
Total TTC-Kosten (Courtage, Taxen & Stempelgebühren)	-354'421.61	-242'367.53
Total SC-Kosten (Komitee, ...)	-	-11'583.30
2. Ebene TER (Anlagefonds)	-8'306'636.78	-7'866'926.32
Verwaltungskosten des Vermögens	-9'849'694.74	-8'912'210.96
Nettoertrag der Anlagen	34'970'062.81	7'371'317.94



PRESV verwendet hauptsächlich Anlagefonds, weil diese nach unserer Meinung die beste Möglichkeit sind, um an die Anlagespezialisten zu gelangen und um das Risiko des Vermögensverwalters zu minimieren. Die Negativzinsen haben bei den Obligationen zu einer Blase geführt und zwingen uns dazu vermehrt in andere, teurere Anlagekategorien zu investieren wie z.B. Wandelanleihen, Liegenschaften, Private Equity, usw. und somit steigen die indirekten Kosten (TER) und diejenigen der Vermögensverwaltung an.

Wir haben uns der D02/2013 Weisung der OAK BV angepasst und haben die interne Immobilien - Verwaltung mitberücksichtigt.

Die Implementierung von 5 externen Mandaten von 20 Millionen CHF erklären den Anstieg der Verwaltungskommissionen und Depotgebühren.

6.4.2 Verwaltungskosten des Vermögens

1. Ebene - Einrichtung

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
Verwaltungskosten	768'655.28	390'218.17
Depotgebühren	399'587.13	394'160.97
Kontokorrentkosten	20'393.94	6'954.67
Total TER-Kosten	1'188'636.35	791'333.81
Courtage	155'241.18	118'561.60
Gebühren	41'497.79	36'897.46
Stempelgebühren	157'682.64	86'908.47
Total TTC-Kosten	354'421.61	242'367.53
Übrige Kosten	-	11'583.30
Total SC-Kosten	-	11'583.30
Total 1. Kostenebene	1'543'057.96	1'045'284.64

2. Ebene - Kollektivanlagen

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
TER auf Anlagefonds in Obligationen	1'543'945.44	1'608'635.01
TER auf Anlagefonds in Aktien	1'615'062.04	1'514'064.20
TER auf Anlagefonds in Liegenschaften	1'569'603.02	1'457'609.67
TER auf Anlagefonds in Hypotheken	33'282.18	33'024.93
TER auf Anlagefonds gemischt	134'308.01	215'506.48
TER auf Anlagefonds Alternativ	3'410'436.09	3'038'086.03
TER Korrektion auf 1. Ebene	-	-
Total 2. Kostenebene	8'306'636.78	7'866'926.32
Verbuchte Vermögensverwaltungskosten (transparente Anlagen)	31.12.2016 CHF	41'639.00 CHF
Anlagekosten 1. Ebene	1'543'057.96	1'045'284.64
Anlagekosten 2. Ebene	8'306'636.78	7'866'926.32
Total Vermögensverwaltungskosten	9'849'694.74	8'912'210.96



Liste der nicht-transparenten Anlagen per 31.12.2016

ISIN : Bezeichnung	Währung	Wert in CHF
XF0040697184 : CS Private Equity Platform S.C.A., SICAR	USD	1'761'953.87
LU0450079289 : Blue Edge (ex MONT BLANC SELECT)	CHF	6'794.79
CH0327715162 : J.P.Morgan Cross Asset Risk Premium Risk Parity	CHF	130'627.20
QT0160009368 : ALPES 2005 - PRIVATE EQUITY	USD	724'468.92
Total		2'623'844.78

Kostentransparenzquote

Verwaltungskosten in % des Vermögens

		31.12.2016		31.12.2015
		CHF		CHF
Transparente Anlagen	99.79%	1'261'555'503.75	99.62%	1'173'582'701.10
Nicht-transparente Anlagen	0.21%	2'623'844.78	0.38%	4'424'874.44
Total Anlagen		1'264'179'348.53		1'178'007'575.54
Verwaltungskosten	0.78%	9'849'694.74	0.76%	8'912'210.96
In % der transparenten Kosten	0.78%		0.76%	

Um unsere Anlagen so gut wie möglich zu diversifizieren verwendet unsere Stiftung viele Anlagefonds auch Alternativfonds, welche einen hohen TER aufweisen. Daraus resultiert ein Verwaltungsaufwand von 0.78% der durchschnittlich investierten Kapitalien.

6.4.3 Performance des Gesamtvermögens

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Summe aller Aktiven zu Beginn des Geschäftsjahrs	1'184'554'184.05	1'177'262'883.97
Summe aller Aktive am Ende des Geschäftsjahrs	1'271'153'111.29	1'184'554'184.05
Durchschnittlicher Bestand der Aktiven (ungewichtet)	1'227'853'647.67	1'180'908'534.01
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlage	34'970'062.81	7'371'317.94
Performance auf dem Gesamtvermögen	2.85%	0.62%

Die FER-Methode beinhaltet keine Kapitalflüsse. Unter Berücksichtigung dieser Kapitalflüsse während dem Jahr, ergibt sich ein Nettoergebnis nach Amortisation der Liegenschaften von 2.89%.



6.4.4 Rendite der direkten Immobilienanlagen

<u>A - Erstellte Immobilien</u>	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Kaufpreis	140'671'726.82	139'491'994.52
Wertanpassung	-31'879'726.82	-28'901'994.52
Bilanzwert	108'792'000.00	110'590'000.00
Mieterträge	6'273'491.05	6'492'671.55
Unterhalts- und Reparaturkosten	-769'315.35	-804'944.41
Versicherungen	-94'148.05	-95'671.70
Steuern	-175'593.15	-213'128.65
Werbung	-9'981.40	-18'655.30
Verwaltungskosten	-255'122.40	-132'617.20
Debitorenverluste	-153'040.85	-
Nettoertrag der erstellten Immobilien	4'816'289.85	5'227'654.29
	4.43%	4.73%
Wertanpassung	-2'977'732.30	
<i>wovon Anpassung gemäss Alter der Liegenschaft</i>	-2'132'739.39	-5'184'012.50
<i>wovon Anpassung an die Mietwerte</i>	-844'992.91	<i>(nicht kalkuliert)</i>
Nettoertrag nach Wertanpassung	1'838'557.55	43'641.79
	1.69%	0.04%

Der Immobilienwert wird auf dem Ertragswert jeder Liegenschaft berechnet und mit dem Aktualisierungszinssatz multipliziert der in unserem Anlagereglement definiert ist.

Für die Valorisation berücksichtigen wir 2 x den Betrag der theoretischen Rendite und 1 x die erzielte Rendite. Leider haben die realisierten Renditen im laufenden Jahr abgenommen, was wiederum eine Auswirkung auf die Valorisation unserer Immobilie hatte.

Die Valorisationstabelle der Immobilien beginnt mit einer notwendigen Bruttorendite von 5 % ab dem 1. Jahr und endet mit einer notwendigen Bruttorendite von 12.83% nach 50 Jahren. Die Liegenschaften welche sich im Bau befinden, als auch die Grundstücke werden aufgewertet um die Negativfolgen der Bewirtschaftung des ersten Jahres zu minimieren da eine Rendite von 5% heutzutage sehr schwer realisierbar ist.

In einigen Kantonsteilen kamen die Mietzinsen unter Druck und mussten an die tieferen Marktverhältnisse angepasst werden.



B - Grundstücke und Immobilien im Bau

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Kaufpreis	28'482'910.70	15'841'811.05
Wertanpassung	-3'072'910.70	-793'223.45
Bilanzwert	25'410'000.00	15'048'587.60
Mieterträge	-	30'000.00
Unterhalt, Steuern und Verschiedenes	-4'807.95	-5'401.30
Nettoertrag der nicht erstellten Immobilien	-4'807.95	24'598.70
Wertanpassung	-2'279'687.25	-410'524.10
Nettoertrag nach Wertanpassung	-2'284'495.20	-385'925.40

Zurzeit haben wir eine Liegenschaft in St-Léonard, welche per 1. Juli 2017 fertig erstellt wird und valorisiert werden muss. Zwei weitere Projekte in Brig-Glis und Visp sind in der Bauphase.

Um die Aufwertung der Immobilien im Bau zu antizipieren, da unsere Tabelle mit einem Zins von 5% beginnt, wird eine Amortisation von 5% pro Jahr auf alle sich im Bau befindenden Immobilien und Grundstücke durchgeführt.

C - Installation Photovoltaikanlage

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Kaufpreis	653'976.65	652'703.70
Wertanpassung	-31'016.65	-
Bilanzwert	622'960.00	652'703.70
Produktionseinnahmen	13'539.80	16'902.95
KEV	-	-
Spesenabrechnung	-3'628.90	-3'487.20
Nettorendite vor Wertanpassung	9'910.90	13'415.75
	1.59%	2.06%
Wertanpassung	-31'016.65	-
Total Nettoertrag	-21'105.75	13'415.75
	-3.23%	2.06%

Für die Photovoltaikanlagen werden wir noch die Bezahlung der KEV erhalten. Diese Installationen werden auf 25 Jahre amortisiert. Der Rückgang bei den Produktionseinnahmen ist auf tiefere Rückvergütungen von den Energiediensten zurückzuführen. Aufgrund der Unsicherheit des Auszahlungsdatums der KEV, prüfen wir die Möglichkeit des Eigenverbrauchs für unsere Liegenschaften, damit wir von einem einmaligen und sofortigen Betrag profitieren können.



Total Direktimmobilien (A+B+C)	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Kaufpreis	169'808'614.17	155'986'509.27
Wertanpassung	-34'983'654.17	-29'695'217.97
Bilanzwert	134'824'960.00	126'291'291.30
Mieterträge	6'287'030.85	6'522'671.55
Unterhalts- und Reparaturkosten	-769'315.35	-809'735.61
Übrige Kosten, Steuern, Werbung	-288'159.45	-257'564.70
Debitorenverluste	-153'040.85	
Wertanpassung	-5'288'436.20	-5'598'023.80
Rendite vor Buchung der Verwaltungskosten	-211'921.00	-142'652.56
Interne Verwaltungskosten in den TER verbucht	-255'122.40	-132'617.20
Total Nettoertrag der Immobilien	-467'043.40	-275'269.76
	-0.35%	-0.22%

Die Rentabilität der direkten Immobilienanlagen ist dieses Jahr erneut enttäuschend. Der Druck der Negativzinsen hat einen direkten Einfluss auf die Immobilien, da viele institutionelle Anleger, insbesondere Versicherungen Liegenschaften erstellen, welche eine Rendite unter 2% erzielen. Daraus resultiert ein starker Druck auf die gegenwärtigen Mietzinse.

Der Wille unsere historische Valorisationstabelle weiterhin zu verwenden benachteiligt uns, vor allem bei den Neubauten, aber es gibt uns eine Sicherheit, uns für die Zukunft gut zu positionieren.

6.5 Erläuterung der Anlagen beim Arbeitgeber und der Arbeitgeber-Beitragsreserve

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Zinsertrag (netto) auf den Kontokorrenten	652'207.40	2'546'528.35
Darlehen Arbeitgeber (Cash Management Spital Wallis)	21'450'000.00	2'000'000.00
Anlagen und Darlehen beim Arbeitgeber	22'102'207.40	4'546'528.35

Diese Forderungen entsprechen den von den Arbeitgebern geschuldeten Beiträgen für die 12. und 13. Periode, respektive bis die definitive Schlussabrechnung erstellt werden kann. Diese werden jeweils anfangs Jahr beglichen.

Unser Konto Cash Management entspricht einem Darlehen an das Spital Wallis (Limite von 20 Millionen) damit wir unsere Liquidität parken können und so die Negativzinsen von 0.75 auf dem Bankkonto verhindern können. Die Überschreitung von CHF 450'000.-- gegenüber der vertraglich festgelegten Limite wurde anfangs 2017 regularisiert. Ein Kredit von CHF 1'000'000.-- wurde dem SMZ Siders zu einem Zins von 2.5% auf unbefristete Dauer gewährt.



7 Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und der Betriebsrechnung

7.1 Kurzfristige Schuldner

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
ESTV Verrechnungssteuer	5'293'302.84	1'668'072.12
Mitglied-Debitoren (der Beöhrde gemeldet)	12'937.95	34'388.85
Mieter-Debitoren (wiederverrechenbare Kosten)	404'425.71	465'445.80
Mieter-Debitoren (Mieten + Unterhalt)	787.50	58'908.65
Sonstige Debitoren	132.00	-
Debitoren Hypotheken	455.00	-
Total kurzfristige Schuldner	5'712'041.00	2'226'815.42

Der Hauptposten betrifft die ESTV. Der Anstieg bei diesem Posten entspricht die Rückforderung der Verrechnungssteuer von reinvestierten Zinsen einiger Schweizeranlagefonds für die Jahre 2013 bis 2015.

7.2 Aktive Rechnungsabgrenzungen

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Aufgelaufene Zinsen	324'218.91	483'340.32
Transitorische Aktiven	6'649'543.85	6'063'268.19
	-	-
Total aktive Rechnungsabgrenzung	6'973'762.76	6'546'608.51

Die Proportion der direkten Obligationenanlagen sowie das sinkende Zinsniveau im Jahr 2016 führen zur Differenz der aufgelaufenen Zinsen gegenüber dem Jahr 2015. Die Prämie der Rückversicherung für das Jahr 2017 von CHF 6'028'000.00 wurde in den transitorischen Aktiven gebucht.



7.3 Schulden

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Zu bezahlende Freizügigkeitsleistungen	6'637'161.50	8'494'276.34
Zu bezahlende Renten	-14'669.80	-9'130.90
Total der zu bezahlenden Leistungen	6'622'491.70	8'485'145.44
Vorschuss Prämie Weiterführung Versicherung	-	15'844.80
Kontokorrent RETASV	2'795.72	2'223.62
RETASV-Anlage bei der PRESV	33'280'000.00	30'210'000.00
Vorschuss NK Mieter und Andere	415'986.00	422'206.00
Lieferanten und Bauschuldner	1'987'645.55	1'057'726.10
Renovationsfonds Ovronnaz - Cascade A	356'376.25	364'857.40
Quellensteuer	3'378.05	23'082.95
Andere Schulden	36'046'181.57	32'095'940.87
Total der Schulden	42'668'673.27	40'581'086.31

Die grossen Posten bei den Schulden per 31.12.2016 sind die Freizügigkeitsleistungen die per 31.12. verbucht wurden und per Anfang des Folgejahres ausbezahlt werden, sowie der Ausgleichsfonds der RETASV-Stiftung, der von der PRESV verwaltet wird.

Dieses Jahr haben wir 3 Immobilienprojekte, welche sich in der Bauphase befinden. Dies erklärt den Anstieg bei den Lieferanten und Bauschuldnern.

7.4 Passive Rechnungsabgrenzungen

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Zum voraus bez. Beiträge (Weiterführung der Vers.)	15'077.15	2'416.20
Transitorische Passiven	483'896.02	674'934.47
Total passive Rechnungsabgrenzung	498'973.17	677'350.67

Die transitorischen Passiven setzen sich hauptsächlich aus den zu bezahlenden Kosten zusammen, die anfangs 2016 bezahlt werden. Der Hauptbetrag ist der Beitrag an den Sicherheitsfonds von CHF 180'282.40 als auch die Revisionskosten von CHF 28'000.--, die Verwaltungsgebühren für das 4. Quartal in Höhe von CHF 91'701.-- und die Vergütungen an den Stiftungsrat für 2016 von CHF 45'497.--.



7.5 Verwaltungsaufwand

7.5.1 Löhne und Soziallasten

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Löhne	775'823.35	769'139.62
Soziallasten	157'440.75	132'333.96
Total Löhne und Soziallasten	933'264.10	901'473.58

Die Erhöhung der Soziallasten ist auf die Erhöhung der Krankentaggeldprämie zurückzuführen (Kassenwechsel per 1.1.2017) und weil wir im Jahre 2015 eine Gewinnbeteiligung vom Krankenversicherer von CHF 12'466.35 erhalten haben.

7.5.2 Verwaltungsaufwand

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Bürokosten	76'807.06	84'752.31
Miet- und Ausstattungskosten	352'589.05	346'294.00
Amortisation Mobilien und Ausstattung	896.78	9'032.55
Büro- und Ausstattungskosten	430'292.89	440'078.86

7.5.3 Kosten PRESV-Organe

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Spesen Stiftungsrat	107'784.45	102'545.60
Spesen Revisionsstelle	53'562.80	54'784.00
Aufsichtsbehörde	7'358.55	16'716.00
Kosten der PRESV-Organe	168'705.80	174'045.60

Die Reduktion bei den Kosten der Organe erklärt sich, weil wir weniger spezifische Studien unserem PK-Experten in Auftrag geben mussten. Die Spesen der Aufsichtsbehörde haben auch abgenommen, da wir eine ausserordentliche Rückvergütung für die Oberaufsicht für die Jahre 2012 und 2013 erhalten haben.

7.5.4 Verwaltungskosten

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Anrechnung für Liegenschaftsverwaltung	-248'722.40	-128'298.05
Anrechnung für RETASV-Verwaltung	-256'738.00	-246'248.00
Total Anrechnungen	-505'460.40	-374'546.05
Total Verwaltungskosten Pensionskasse	1'026'802.39	1'141'051.99

Die Löhne im Zusammenhang mit der Immobilienverwaltung wurden gemäss den marktüblichen Tarifen von 4% berechnet und nicht mehr zu 2% wie im Jahr 2015. Diese wurden bei den Immobilienresultaten verbucht.

Der Verwaltungsaufwand entspricht 0.08% unseres Vermögens und entspricht ca. CHF 120.-- pro verwaltetes Dossier.



7.6 Andere Einnahmen

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Fakturierung WEF-Vorbezüge	14'859.65	10'119.72
Gewinne / Verluste auf Leistungen	40'357.83	223'317.85
Verzugszinsen auf Mitgliederrechnungen	-	8'574.31
Total andere Einnahmen	55'217.48	242'011.88

Es wird 0.33% vom Betrag der WEF-Vorbezüge für Wohneigentum fakturiert, zusätzlich zu den effektiven Kosten. Bei einem Todesfall eines ledigen Versicherten, ohne Kinder, verbleibt die Hälfte der Freizügigkeitsleistung in der Pensionskasse. Bei verspäteter Zahlung der Akonti werden unseren Mitgliedern Verzugszinsen in Rechnung gestellt.

7.7 Andere Kosten

	31.12.2016	31.12.2015
	CHF	CHF
Verzugszinsen auf Austritte	-54'580.45	-84'649.80
Zinsen auf RETASV-Anlage	-399'847.00	-515'537.00
Total andere Kosten	-454'427.45	-600'186.80

Beim Austritt eines Versicherten kommen zusätzlich Verzugszinsen hinzu, falls sich die Auszahlung verzögert. Unsere Bemühungen gegenüber den Arbeitgebern, dass wir die Informationen und die Austrittsformulare so schnell wie möglich erhalten, wirken sich positiv aus. Die RETASV-Anlagen wurden zum BVG- Mindestzinssatz von 1.25% verzinst.

8 Anfragen der Aufsichtsbehörde

Auf die spezifischen Anfragen der Aufsichtsbehörde vom 07.09.2016 haben wir am 6.3.2017 geantwortet.

9 Weitere Informationen mit Bezug auf die finanzielle Lage

9.1 Besondere Geschäftsvorfälle und Vermögenstransaktionen

Keine.

9.2 Laufender Rechtsstreit

Das Verfahren gegen die ehemaligen Geschäftsführer der Hypotheka Stiftung läuft weiterhin. Unsere Interessen werden von RA Rebord Jean-Yves vertreten. Am 20.12.2016 wurde das Darlehen von CHF 1'000'000.-- 3.5% Lausanne vollständig zurückbezahlt.

10 Ereignisse nach Bilanzstichtag

Keine.



An den Stiftungsrat der
PRESV
Vorsorgestiftung
des Walliser
Gesundheitssektors
S i d e r s

Bericht der Revisionsstelle zur Jahresrechnung

Als Revisionsstelle haben wir die beiliegende Jahresrechnung der PRESV Vorsorgestiftung des Walliser Gesundheitssektors bestehend aus Bilanz, Betriebsrechnung und Anhang für das am 31.12.2016 abgeschlossene Geschäftsjahr 2016 geprüft.

Verantwortung des Stiftungsrates

Der Stiftungsrat ist für die Aufstellung der Jahresrechnung in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften, der Stiftungsurkunde und den Reglementen verantwortlich. Diese Verantwortung beinhaltet die Ausgestaltung, Implementierung und Aufrechterhaltung einer internen Kontrolle mit Bezug auf die Aufstellung einer Jahresrechnung, die frei von wesentlichen falschen Angaben als Folge von Verstössen oder Irrtümern ist. Darüber hinaus ist der Stiftungsrat für die Auswahl und die Anwendung sachgemässer Rechnungslegungsmethoden sowie die Vornahme angemessener Schätzungen verantwortlich.

Verantwortung des Experten für berufliche Vorsorge

Für die Prüfung bestimmt der Stiftungsrat neben der Revisionsstelle einen Experten für berufliche Vorsorge. Dieser prüft periodisch, ob die Vorsorgeeinrichtung Sicherheit dafür bietet, dass sie ihre Verpflichtungen erfüllen kann und ob die reglementarischen versicherungstechnischen Bestimmungen über die Leistungen und die Finanzierung den gesetzlichen Vorschriften entsprechen. Für die für versicherungstechnische Risiken notwendigen Rückstellungen ist der aktuelle Bericht des Experten für berufliche Vorsorge nach Artikel 52e Absatz 1 BVG in Verbindung mit Artikel 48 BVV 2 massgebend.

Verantwortung der Revisionsstelle

Unsere Verantwortung ist es, aufgrund unserer Prüfung ein Prüfungsurteil über die Jahresrechnung abzugeben. Wir haben unsere Prüfung in Übereinstimmung mit dem schweizerischen Gesetz und den Schweizer Prüfungsstandards vorgenommen. Nach diesen Standards haben wir die Prüfung so zu planen und durchzuführen, dass wir hinreichende Sicherheit gewinnen, ob die Jahresrechnung frei von wesentlichen falschen Angaben ist.

Eine Prüfung beinhaltet die Durchführung von Prüfungshandlungen zur Erlangung von Prüfungsnachweisen für die in der Jahresrechnung enthaltenen Wertansätze und sonstigen Angaben. Die Auswahl der Prüfungshandlungen liegt im pflichtgemässen Ermessen des Prüfers. Dies schliesst eine Beurteilung der Risiken wesentlicher falscher Angaben in der Jahresrechnung als Folge von Verstössen oder Irrtümern ein. Bei der Beurteilung dieser Risiken berücksichtigt der Prüfer die interne Kontrolle, soweit diese für die Aufstellung der Jahresrechnung von Bedeutung ist, um die den Umständen entsprechenden Prüfungshandlungen festzulegen, nicht aber um ein Prüfungsurteil über die Wirksamkeit der internen Kontrolle abzugeben. Die Prüfung umfasst zudem die Beurteilung der Angemessenheit der angewandten Rechnungslegungsmethoden, der Plausibilität der vorgenommenen Schätzungen sowie eine Würdigung der Gesamtdarstellung der Jahresrechnung. Wir sind der Auffassung, dass die von uns erlangten Prüfungsnachweise eine ausreichende und angemessene Grundlage für unser Prüfungsurteil bilden.

Prüfungsurteil

Nach unserer Beurteilung entspricht die Jahresrechnung für das am 31.12.2016 abgeschlossene Geschäftsjahr dem schweizerischen Gesetz, der Stiftungsurkunde und den Reglementen.



Berichterstattung aufgrund weiterer gesetzlicher und anderer Vorschriften

Wir bestätigen, dass wir die gesetzlichen Anforderungen an die Zulassung (Art. 52b BVG) und die Unabhängigkeit (Art. 34 BVV 2) erfüllen und keine mit unserer Unabhängigkeit nicht vereinbaren Sachverhalte vorliegen.

Ferner haben wir die weiteren in Art. 52c Abs.1 BVG und Art. 35 BVV 2 vorgeschriebenen Prüfungen vorgenommen. Der Stiftungsrat ist für die Erfüllung der gesetzlichen Aufgaben und die Umsetzung der statutarischen und reglementarischen Bestimmungen zur Organisation, zur Geschäftsführung und zur Vermögensanlage verantwortlich.

Wir haben geprüft, ob

- die Organisation und die Geschäftsführung den gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen entsprechen und ob eine der Grösse und Komplexität angemessene interne Kontrolle existiert;
- die Vermögensanlage den gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen entspricht;
- die Alterskonten den gesetzlichen Vorschriften entsprechen;
- die Vorkehren zur Sicherstellung der Loyalität in der Vermögensverwaltung getroffen wurden und die Einhaltung der Loyalitätspflichten sowie die Offenlegung der Interessenverbindungen durch das oberste Organ hinreichend kontrolliert wird;
- die vom Gesetz verlangten Angaben und Meldungen an die Aufsichtsbehörde gemacht wurden;
- in den offen gelegten Rechtsgeschäften mit Nahestehenden die Interessen der Vorsorgeeinrichtung gewahrt sind.

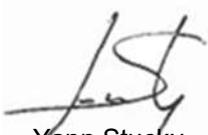
Die reglementarischen Limiten für die Alternativanlagen wurden im Berichtsjahr überschritten und waren auch am Bilanzstichtag nicht eingehalten (siehe Darlegungen Ziffer 6 im Anhang der Jahresrechnung).

Wir bestätigen, dass die diesbezüglichen anwendbaren gesetzlichen, statutarischen und reglementarischen Vorschriften mit Ausnahme der Auswirkungen des im vorstehenden Absatz dargelegten Sachverhalts zur Vermögensanlage eingehalten sind.

Wir empfehlen, die vorliegende Jahresrechnung zu genehmigen.

WIDAR TREUHAND AG


Armin Zumtaugwald
Zugelassener Revisionsexperte
Leitender Revisor


Yann Stucky
Zugelassener Revisionsexperte

Brig-Glis, 12. Mai 2017